

LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

décembre 1966 - janvier 1967

N° 535 — 3 F. (30 F. belges)

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

sommaire

A l'occasion des élections législatives,

**LES TROTSKYSTES MÈNERONT CAMPAGNE
CONTRE LE PARLEMENTARISME BOURGEOIS
POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER.**

- | | |
|---------------|--|
| Stéphane JUST | La crise permanente du capitalisme français. |
| Michael NOLAN | Les leçons de la grève des marins britanniques. |
| Tim WOHLFORTH | Le fascisme a-t-il un réel avenir aux U.S.A. ? |
| André BRETON | La révolution d'Octobre. |
| Serge OBRÉON | André Breton ou l'honneur des poètes. |
| Claude CARVIN | Une revue partisane bien courtisane. |

LA VERITE

*Revue de l'Organisation Communiste Internationale
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale*

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

A partir de ce numéro LA VERITE change de format, de périodicité, de caractère : elle paraîtra tous les deux mois sur 28 ou 32 pages. Ce changement est lié à la proclamation par les trotskystes de l'Organisation Communiste Internationaliste et aux nouveaux développements du combat mené pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dans cette nouvelle phase du rassemblement d'une avant-garde révolutionnaire et de la construction d'une direction de rechange aux vieilles directions social-démocrates et staliniennes engluées dans la collaboration de classes permanente, LA VERITE doit répondre aux besoins qui naissent de cette situation et aux besoins suscités par la Conférence tenue à Pâques par le Comité International pour la Reconstruction de la IV^e Internationale, conférence qui marque un premier pas en avant vers la reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste, facteur décisif dans l'alternative qui s'ouvre aujourd'hui devant l'humanité : socialisme ou barbarie.

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

" LA VÉRITÉ " :

LA REVUE THÉORIQUE ET POLITIQUE DE L'O.C.I.

Le 15 octobre 1966, rassemblés par « Révoltes » et par les Young Socialists de Grande-Bretagne, près de mille jeunes travailleurs participaient sous leurs propres mots d'ordre à une manifestation de la jeunesse européenne contre l'impérialisme et lui donnaient son véritable sens en se battant pour une politique internationaliste fondée sur le caractère global, international, de la lutte des classes et qui trouve donc son expression la plus haute dans le combat pour la construction d'une direction révolutionnaire internationale ; une politique internationaliste qui souligne qu'il n'est de lutte internationale contre l'impérialisme qu'à travers la lutte contre l'ennemi qui est « dans notre pays », de solidarité effective avec la révolution vietnamienne qu'à travers la lutte contre « sa » bourgeoisie. « Victoire aux ouvriers et aux paysans du Vietnam », « Vive les révolutions hongroise et polonoise de 1956 », « Vive la IV^e Internationale » scandaient les jeunes révolutionnaires.

Le 4 novembre à Paris, sous l'égide de l'Organisation Communiste Internationaliste et de « Révoltes », le 17 novembre à Londres, à l'appel de la Socialist Labour League et des Young Socialists se sont tenus des meetings internationaux à l'occasion du dixième anniversaire des révolutions de Pologne et de Hongrie. C'était l'unité internationale de la lutte des classes que manifestaient les forces trotskystes, les jeunes révolutionnaires, rassemblés par le Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses organisations. C'étaient les conclusions de la Conférence internationale d'avril 1966, organisée par le Comité International, qui s'inscrivaient dans la lutte des classes à partir de l'intervention des organisations trotskystes.

Ces pas en avant dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale s'expriment par le développement, dans chaque pays, de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires fondés sur le programme de la IV^e Internationale ; mais inversement, ces pas en avant sont le produit de l'intervention dans la lutte des classes des trotskystes organisés combattant dans chaque pays pour la construction du parti révolutionnaire.

En France, l'activité des militants trotskystes regroupés autour de cette revue permet de passer à une nouvelle étape dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire. L'intervention permanente du trotskysme comme tendance politique organisée dans la lutte des classes, la bataille qu'il a menée dans les syndicats comme dans la jeunesse pour la mobilisation de la classe en tant que classe face à l'offensive de la bourgeoisie et de son état, l'initiative qu'il a prise d'éditer et d'animer « Informations Ouvrières », « tribune libre de la lutte des classes » — moyen d'organisation, d'intervention, de confrontation, d'une avant-garde qui se regroupe à travers l'intervention dans la lutte des classes, tout cela conduit à la constitution de l'Organisation Communiste Internationaliste — pour la reconstruction de la IV^e Internationale, affiliée au Comité International.

L'O.C.I. ne se considère pas comme le parti révo-

lutionnaire du prolétariat français et elle ne décrète pas artificiellement par quelles étapes et quelles formes passera la construction de ce parti indispensable à la victoire de la classe ouvrière. Ce qu'elle affirme, par son existence et son activité, c'est que ce parti ne pourra se construire que sur la base du programme de fondation de la IV^e Internationale, le programme de transition, et que la construction d'un tel parti n'est possible qu'à travers l'activité centralisée, communiste, d'une organisation révolutionnaire fondée sur ce programme, luttant sous son propre drapeau et liant indissociablement la construction du parti révolutionnaire à la construction de la IV^e Internationale.

Le manifeste de l'O.C.I. que nous publierons prochainement dans un numéro spécial de LA VERITE expose l'ensemble de ces problèmes en les liant au moment actuel de la lutte des classes dans ce pays et en les plaçant dans la perspective de la révolution socialiste internationale.

**

C'est dire que le changement de formule de LA VERITE ne relève pas d'une modification technique mais correspond à des nécessités politiques. A partir de ce numéro, LA VERITE devient la revue théorique et politique de l'O.C.I. Le combat pour la défense du marxisme, l'élaboration théorique à partir des expériences de la lutte des classes et de l'activité des révolutionnaires, cette revue doit les poursuivre dans des conditions correspondant aux besoins d'une organisation communiste, c'est-à-dire d'abord avec régularité. Cet effort exige plus que jamais le soutien militant de tous ses lecteurs.

La continuité du combat des trotskystes en France s'est exprimée par la continuité de leur moyen d'expression. LA VERITE de 1966 continue « La Vérité », journal de l'opposition communiste fondé en 1929, « La Vérité » clandestine publiée dès 1940 et dont le premier responsable, Marcel Hic, comme de nombreux autres militants trotskystes, devait payer de sa vie dans un camp de concentration nazi sa fidélité à la révolution prolétarienne, « La Vérité », organe du Parti Communiste Internationaliste qui fut une arme pour l'avant-garde révolutionnaire dans tous les combats livrés par la classe ouvrière depuis la seconde guerre mondiale.

LA VERITE, revue de l'O.C.I., se réclame de ce que Léon Trotsky écrivait en août 1929, à l'occasion de la publication du premier numéro de « La Vérité », hebdomadaire de l'opposition communiste :

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LES TROTSKYSTES MÈNERONT CAMPAGNE CONTRE LE PARLEMENTARISME BOURGEOIS POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

TRAVAILLEURS

Le Comité Central de l'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE (O.C.I.) pour la reconstruction de la IV^e INTERNATIONALE a décidé de présenter dans un secteur électoral de la région parisienne
STEPHANE JUST - ouvrier à la R.A.T.P.
GERARD BLOCH - professeur agrégé.

CONTRE LE PARLEMENTARISME BOURGEOIS LES TROTSKYSTES MÈNERONT CAMPAGNE.

Le marxisme et l'expérience enseignent que le prolétariat ne peut atteindre ses objectifs émancipateurs par le bulletin de vote, encore moins au Parlement.

Périodiquement les masses exploitées des villes et des campagnes, qui sont appelées à voter, constatent que quelle que soit la couleur de la majorité le Parlement défend les intérêts du capital.

● En 1936, les travailleurs en votant pour « le pain, la paix et la liberté » avaient envoyé à la chambre des députés une majorité **Front populaire**.

● En 1939, l'assemblée du Front populaire

— liquide les conquêtes sociales de Juin 1936,

— s'engage dans la guerre,

— expédie en prison, par milliers, les militants ouvriers,

— investit Pétain, en 1940, qui dissout la C.G.T. et toutes les organisations ouvrières.

● En 1956, les travailleurs votent en majorité pour le FRONT REPUBLICAIN, pour la paix en Algérie, pour la démocratie.

— Le 12 mars 1956, le gouvernement du FRONT REPUBLICAIN, appuyé par les votes des députés P.C.F., déclenche la guerre totale en Algérie.

● Le 2 juin 1958, la majorité FRONT REPUBLICAIN investit de Gaulle de tous les pouvoirs dictatoriaux.

C'est semer des illusions dans les masses que de prétendre atteindre le socialisme par les voies parlementaires.

BILAN DU PARLEMENTARISME DE LA V^e REPUBLIQUE.

Avec le régime bonapartiste de la V^e République, c'est délibérément mentir que de faire croire que le Parlement pourrait satisfaire aux légitimes revendications des travailleurs.

De Gaulle, en 1958, a été chargé par la bourgeoisie de réorganiser l'Etat, instrument d'oppression de la classe dominante. Il accomplit chaque jour le travail dont il a été chargé.

● La réforme administrative donne tous pouvoirs au préfet pour régulariser l'ensemble des relations de travail au profit des patrons. Le préfet devient « le chef » des fonctionnaires, contrôlant et décidant, sur rapport de police, les nominations et les mutations de tous les agents de la fonction publique.

● La réforme Fouchet démantèle de fond en comble l'éducation nationale. Le développement inouï de la technique que représenterait la mise en place de l'automation, sous contrôle des comités d'ouvriers et d'employés élus dans les entreprises, permettrait, dans une société où le capital serait exproprié, d'élever considérablement le niveau de vie et de culture des travailleurs. L'automation, sous le contrôle du capital, aboutit au chômage et à la déqualification de toutes les catégories de travailleurs : cadres, techniciens, employés et ouvriers.

La réforme Fouchet est chargée de préparer à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université et à la recherche scientifique, la déqualification. Pour une main-d'œuvre interchangeable selon les nécessités du profit, nul besoin de maîtres qualifiés. Des enseignants sans diplôme de l'école libre suffiront amplement. C'est pourquoi, alors que le budget asphyxie l'éducation nationale, il distribue des milliards d'anciens francs à l'école des curés.

Le V^e plan prépare 600.000 chômeurs pour 1970 et d'ores et déjà organise les licenciements par milliers.

— Il subventionne à coup de milliards les trusts ;

— Il pousse à la concentration des monopoles qui aboutit aux licenciements ;

— Il « rationalise » la fermeture des entreprises « non rentables » qui voue à la décadence des régions et des industries entières (Nord, Est, sidérurgie, chantiers navals, mines, etc.).

IL FAUT PLUS AU CAPITAL

Le but du V^e plan est de diminuer le prix de revient et d'augmenter les investissements.

Diminuer le prix de revient signifie diminuer la fraction des salaires dans le prix de revient.

Accroître les investissements, c'est, par la surexploitation du travail et l'accélération des cadences, augmenter les profits au détriment de la fraction du capital engagée pour les salaires.

TRAVAILLEURS,

Sachez que le patronat et son gouvernement s'appêtent sous le prétexte d'équilibrer la Sécurité sociale et les caisses de maladie, à porter les plus graves atteintes à la santé de toute la population.

Travailleurs, sachez que M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République, du P.C.F., du P.S.U., du parti radical, et de la S.F.I.O., s'est prononcé comme M. Debré pour « l'équilibre » du budget de la Sécurité sociale. Des commissions gouvernementales siègent dans le secret des ministères pour étudier des projets de réforme de la Sécurité sociale, dont l'objectif sera de réduire à terme les prestations.

Il n'y a pas dix moyens pour diminuer les prestations. Le choix est très réduit.

Diminuer les prestations c'est attenter au petit risque, c'est-à-dire allonger le « délai de carence » (présentement de trois jours) où l'assuré n'est pas payé à huit ou dix jours. Ainsi le salarié grippé ne s'arrêtera plus de travailler par crainte de perdre le tiers de son salaire mensuel. Ce sera faire payer à plein tarif les produits pharmaceutiques pour le petit risque. C'est-à-dire que les travailleurs hésiteront à acheter les médicaments non remboursés pour soigner les « petites maladies » d'enfants.

Voilà ce que prépare le gouvernement.

IL FAUT EN FINIR AVEC LA COLLABORATION DE CLASSES.

Il est une chose inouïe que tout travailleur et militant soucieux de l'avenir de sa classe ne peut pas ne pas ressentir.

Les grandes organisations de la classe ouvrière déclarent qu'elles entendent lutter pour la défense des intérêts des travailleurs. Bien.

Mais dirigeants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N. siègent dans tous les organismes du V^e Plan où se préparent tous les mauvais coups contre la classe ouvrière. Au « District » parisien, sous l'autorité de M. Delouvrier, préfet de la région parisienne, les représentants des syndicats participent à la mise en place de l'expulsion vers la grande banlieue des travailleurs de Paris et de la proche banlieue, voués aux appartements et aux H.L.M. de luxe.

Une question se pose.

Que doit faire un honnête homme qui, fourvoyé dans une réunion de brigands, apprend que ceux-ci préparent une malversation ?

— Avant tout, ne pas être complice.

Aux commissions du V^e plan, dans toutes les structures chargées de ligoter les travailleurs et leurs organisations, les dirigeants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N. continuent de siéger. De temps à autre ils écrivent un communiqué de protestation ou un article, mais continuent à s'asseoir bien sages dans tous les fauteuils de la participation.

Sont-ils complices ?

Travailleurs, militants, il faut contraindre les dirigeants ouvriers à se soumettre à la volonté ouvrière ou à se démettre.

L'enjeu de la prochaine période de la lutte des classes est trop important.

Pour arriver à ses buts :

- Surexploiter les travailleurs ;
- Mettre en place son plan de chômage ;
- Déqualifier toutes les catégories de salariés ;
- Attenter aux régimes de la Sécurité sociale et des retraites ;
- Organiser la déchéance professionnelle des jeunes,

le gouvernement et la bourgeoisie doivent détruire les libertés ouvrières, intégrer les syndicats à l'Etat, livrer pieds et poings liés les travailleurs au régime policier qu'ils entendent imposer dans les entreprises par l'intermédiaire de l'association capital-travail que préconise ouvertement de Gaulle et qui répond aux vœux de la C.F.D.T., du P.S.U., de Mendès-France et de Mitterrand.

Il faut en finir avec le double jeu :

D'un côté prétendre défendre les intérêts des travailleurs,

De l'autre collaborer avec la bourgeoisie.

Il faut unir les travailleurs et leurs organisations sur un programme de défense et de résistance ouvrière contre les visées du capital.

DEJOUER LES PLANS DE LA BOURGEOISIE.

De Gaulle ne cache pas ses objectifs :

Il veut obtenir la majorité aux prochaines élections pour appliquer son plan. Ce plan n'est pas celui des travailleurs. La première condition pour déjouer les plans de la bourgeoisie, c'est de dénoncer aussi bien le programme de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (S.F.I.O.-Mitterrand) que le programme « commun » proposé par le P.C.F. à la S.F.I.O.-Mitterrand.

On ne peut défendre tout à la fois les intérêts des travailleurs et ceux des patrons.

La deuxième condition c'est que les militants ouvriers de la S.F.I.O. et du P.C.F., de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N. exigent de leurs dirigeants qu'ils rompent avec les représentants des patrons et réalisent le FRONT UNIQUE sur un programme de classe.

C'est ainsi, et seulement ainsi, qu'il sera possible de battre de Gaulle aux élections.

LA LUTTE DE CLASSES CONTINUE.

La véritable solution des problèmes en cause se situe dans les entreprises, les syndicats, à l'intérieur des partis ouvriers.

Alors que la bourgeoisie et son gouvernement font bloc comme un seul homme contre les revendications ouvrières :

Les dirigeants de la C.G.T., en collaboration avec le cheval de Troie dans le mouvement ouvrier que constitue la C.F.D.T., organisent grèves tournantes sur grèves rotatives, qui toutes émiettent, fragmentent la nécessaire riposte ouvrière aux licenciements et pour l'augmentation des salaires.

Tandis que le pacte C.G.T.-C.F.D.T. divise la classe ouvrière en « petits paquets » qui, engagés dans la lutte les uns après les autres, n'atteignent aucun objectif revendicatif valable, les dirigeants de la C.G.T.-F.O., qui se refusent à l'unité d'action avec la C.G.T., élèvent, au profit de la bourgeoisie, la division ouvrière à la hauteur d'un principe absolu.

D'un autre côté, les dirigeants de la F.E.N. abandonnent la lutte pour la défense de la laïcité, ils préfèrent participer aux structures de la réforme Fouchet plutôt que d'organiser le rassemblement des laïques pour la défense de l'école.

RIEN N'EST ENCORE PERDU.

Il dépend des travailleurs et de l'avant-garde militante de s'organiser pour agir. C'est pourquoi les militants organisés dans l'O.C.I. ont décidé de participer à la campagne électorale.

CE QUE NE SERA PAS LA CAMPAGNE ELECTORALE DES TROTSKYSTES.

Nous n'expliquerons pas aux travailleurs qu'avec le bulletin de vote ils vont régler les problèmes qui se posent à eux.

Nous n'expliquerons pas aux travailleurs que les députés ouvriers envoyés au parlement donneront satisfaction aux légitimes revendications.

Nous n'expliquerons pas que le programme de la F.D.G.S. et le programme commun du P.C.F. sont des programmes ouvriers.

Nous n'expliquerons pas que les revendications des travailleurs seront arrachées dans les fauteuils de la participation et par les grèves tournantes.

Nous n'expliquerons pas que le socialisme, qui doit exproprier les capitalistes fauteurs de guerre et de misère, sera instauré par les voies parlementaires.

CE QUE SERA LA CAMPAGNE ELECTORALE DES TROTSKYSTES.

Nous expliquerons la nécessité de voter ouvrier pour défaire De Gaulle aux élections. Non pour un candidat bourgeois : Mendès-France ou Mitterrand, mais pour un candidat présenté par les organisations ouvrières.

Nous expliquerons aux travailleurs et aux militants la nécessité à laquelle la situation les pousse d'exiger des candidats ouvriers qu'ils réalisent le FRONT UNIQUE OUVRIER sur un programme anticapitaliste.

Nous expliquerons aux travailleurs du secteur où S. Just et G. Bloch seront candidats la nécessité de voter trotskyste.

POUR VOTER OUVRIER,

POUR VOTER UNITE.

Nous expliquerons aux travailleurs et aux militants la nécessité d'organiser pour soutenir sur la base du programme de résistance à l'offensive de la bourgeoisie et pour la défense des organisations ouvrières, dans les entreprises et les syndicats, des comités de soutien appuyant la candidature des trotskystes. Nous leur demanderons de souscrire massivement pour que la voix de l'unité ouvrière, la voix de l'unité révolutionnaire, puisse largement s'exprimer.

Nous les appellerons à lutter avec l'O.C.I. pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, instrument indispensable à la victoire des travailleurs.

Le 13 novembre 1966.

LA CRISE PERMANENTE DU CAPITALISME FRANÇAIS

par Stéphane JUST

I. — DE GAULLE GARDIEN DE L'ORDRE BOURGEOIS

La jungle capitaliste est d'un réalisme cruel. Tout s'y traite en fonction des rapports de force. Le prestige d'une « vieille culture », d'un « grand passé », n'a a priori aucune signification. Ce qui compte ce sont les tonnes d'acier, de pétrole, le nombre de kilowatts, la productivité, les disponibilités en capital : bref, le poids dans la concurrence sur le marché mondial. Aussi est-ce une apparente anomalie que De Gaulle puisse pratiquer le chantage à l'égard de l'Europe des six, exiger le retour à l'étalon-or en mettant en cause la place du dollar, se permettre de reconnaître la Chine, de vagabonder en Amérique du Sud, de dénoncer les accords militaires du pacte Atlantique, de définir une politique internationale sensiblement différente de celle de l'impérialisme américain, sans être brisé comme une vieille noix. Quelques indications suffisent pour se rendre compte que le capitalisme français est à classer dans la catégorie des poids légers sur le marché mondial : la taille des entreprises françaises est en moyenne 4 à 5 fois plus petite que celles de l'Allemagne de l'Ouest, la dépendance technique de l'industrie française s'exprime par l'importation massive de brevets de fabrication étrangers ; l'industrie déterminante des ordinateurs électroniques est à un tel point inexistant en France que la réalisation du programme atomique dépend de l'importation d'ordinateurs U.S. L'énumération pourrait se poursuivre longuement.

De Gaulle se permet cette politique, dite de grandeur, qui s'efforce de maintenir et de défendre les intérêts de la bourgeoisie française dans le monde, uniquement en raison du rôle qu'il joue dans la lutte des classes française et mondiale. Ce rôle se définit en quelques mots : le régime gaulliste est actuellement indispensable au maintien de l'ordre bourgeois en Europe. L'offensive de l'impérialisme américain contre tout nouveau développement révolutionnaire en Asie, son intervention au Vietnam, ses menaces contre la Chine, se développent parce qu'il est garanti sur ses arrières. L'écrasement du parti communiste indonésien, la répression féroce qui s'en est suivie contre les masses ouvrières et paysannes d'Indonésie, sont des

éléments de cette protection. Pourtant le front décisif reste l'Europe.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale l'impérialisme a assisté, impuissant, à la montée et à la victoire de la révolution chinoise. Il ne pouvait s'engager dans une action répressive d'envergure contre les masses ouvrières et paysannes chinoises tant qu'en Europe craquait le régime capitaliste, tant que la classe ouvrière à la moindre secousse menaçait le pouvoir bourgeois. Bien sûr, de nouveaux développements de la lutte des classes dans des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre remettraient inéluctablement en question le fragile équilibre de force entre les classes en Europe, tel qu'il est résulté de la défaite de la Révolution hongroise et de la venue au pouvoir de De Gaulle en France. La bourgeoisie française en est si consciente que les banques françaises apportent leur contribution au sauvetage de la Livre Sterling : la nouvelle en fut annoncée au moment de la grève des marins de commerce britanniques. La bourgeoisie française participait immédiatement au soutien de la bourgeoisie anglaise en difficulté avec sa propre classe ouvrière : la grève des marins britanniques risque d'être le premier éclair de la tempête de classe qui menace l'Angleterre et qui ne manquerait pas de secouer l'Europe entière. Mais une remise en cause du régime gaulliste, par l'action du prolétariat français, n'ébranlerait pas moins l'Europe entière. Le maintien du régime gaulliste est un élément indispensable de la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain dans le monde.

Paradoxalement, la bourgeoisie française est ménagée par ses rivales impérialistes, De Gaulle peut parler comme il le fait à cause de l'importance du prolétariat français dans la lutte de classe en Europe et dans le monde. De Gaulle est un facteur du maintien de l'ordre bourgeois en Europe et dans le monde. Il peut donc prononcer à Phnom Penh ou ailleurs les discours qu'il voudra, si cela lui est nécessaire pour juguler le prolétariat français. Ainsi raisonne l'impérialisme américain.

UNE PROSPÉRITÉ DE FAÇADE

Pas plus qu'aucune autre bourgeoisie, la bourgeoisie française n'a retrouvé force et santé. Les chiffres impressionnants de l'augmentation de la production de ces quelques dernières vingt années n'ont qu'une signification limitée. Ce qui est beaucoup plus important, c'est la comparaison entre les différentes puissances impérialistes, et surtout la façon dont la division mondiale du travail évolue, ainsi que la place qu'y occupe l'impérialisme français. Un tableau publié par *L'Usine Nouvelle* du 1^{er} septembre 1966 est suggestif :

L'économie française comparée
à celle de la République Fédérale

	Allemagne	France	Niveau français par rapport à l'A.F.
Population (million) ..	59	49	83 %
Au travail (million) ..	27,2	19,7	73 %

Progrès industriels (depuis 1958)	57 %	46 %	80 %
Progrès investissements (depuis 1958)	78 %	65 %	83 %
Investissements (milliards)	160	82	51 %
Production brute (milliards)	560	420	75 %
Dépenses administratives (milliards)	92	96	104 %

« En 1965... l'Allemagne fédérale a réalisé à elle seule 48 % des investissements du marché commun, soit presque le double de la France. » L'Allemagne de l'ouest distance de plus en plus le capitalisme français. Elle est en tête du développement économique en Europe. Pourtant, comparée à celle des U.S.A., la croissance des investissements et de la productivité en Europe, au cours de ces quelques dernières années, est relativement faible. « La progression de la production industrielle a été de 9 % en juin dernier par rapport à juin 1965. Ce score est encore plus remarquable quand on sait qu'il est grande partie dû au secteur des biens d'équipement dont la production a enregistré, en juillet, une augmentation de 17 % par rapport au même mois de l'année dernière. Ce rythme exceptionnellement élevé des investissements productifs est à peu près le même depuis quatre ans... La productivité croît régulièrement dans le même temps de 4,5 à 4,8 %... »

Quelques autres points de repères permettent d'illustrer la situation économique du capitalisme français par rapport à ses rivaux impérialistes. De Gaulle a lui-même fait un voyage en U.R.S.S., son ministre des affaires étrangères a visité les pays de l'est de l'Europe Orientale (sauf l'Allemagne de l'Est). Il a, à plusieurs reprises, défini une ligne politique de pénétration du capital dans les pays d'économie planifiée sur la base de la propriété étatique des principaux moyens de production : « nos contacts et nos échanges vont se multipliant avec les pays de l'est, chacun d'entre eux n'étant, bien entendu, traité par nous qu'en considération de sa personnalité nationale » (9 septembre 1965).

Il semblerait donc que le capitalisme français soit le mieux placé pour tirer avantage de l'ouverture des marchés à l'est. Mais les affaires sont les affaires. Ce sont les entreprises capitalistes capables de répondre techniquement le mieux à la demande, mais aussi de fournir des conditions de crédits les plus favorables, qui dominent le marché. Tout autant qu'une longue analyse, la préférence accordée par l'U.R.S.S. à Fiat plutôt qu'à Renault pour la construction d'usines d'automobiles est révélatrice. Un marché de 150 milliards d'anciens francs est soufflé au nez et à la barbe du capitalisme français. Pourtant l'industrie automobile, et particulièrement Renault, compte parmi les industries françaises les plus compétitives.

Un rapport vieux de deux ans soulignait que : « En France, sur 40.000 brevets déposés en 1962, les 3/5 sont d'origine étrangère. Dans les secteurs chimie et métallurgie, sur 7.141 demandes déposées, on dénombre 1.148 françaises et 5.993 étrangères, dont 2.212 américaines. » Le même rapport indiquait : « Au cours des dix dernières années, les Américains ont dépensé 100 milliards de dollars pour la recherche scientifique. En 1963 la somme consacrée à la recherche a atteint 16 milliards de dollars (90 milliards de nouveaux francs), soit un peu plus de l'ensemble du budget français (81 milliards de nouveaux francs)... Les crédits actuellement affectés en France à la recherche sont 17 fois inférieurs aux crédits américains. »

C'est un phénomène remarquable qu'en période de plein essor de l'économie aux U.S.A., en Allemagne et au Japon, le capitalisme français ait dû recourir à un plan dit de stabilisation, semi-déflationniste, destiné à restreindre la consommation intérieure. A cette condition un relatif équilibre de la balance commerciale a pu être atteint, conjugué avec la dévaluation massive et unilatérale du franc en 1958, les exportations du capital américain vers l'Europe, la crise de la livre et du dollar. Ce plan a permis d'obtenir un solde positif de la

balance des paiements, et de porter à 6 milliards de dollars les réserves publiques. Le capital français a utilisé une politique économique de combat, en pleine prospérité, dont les recettes sortent de l'arsenal des périodes de crises. De cette façon, en 1965, les exportations croissaient de 14,2 % et les importations de 6,4 % seulement, alors qu'elles avaient cru de 17 % et de 22 % en 1963 et 1964. Le marché commun a absorbé la part la plus importante de l'augmentation des exportations françaises. Mais il est extrêmement important de regarder la structure des échanges et les courants d'échanges : dans les documents concernant le V^e plan destinés à l'information des parlementaires, nous lisons :

« Deux principales tendances caractériseront l'évolution de la structure de nos échanges extérieurs.

« D'abord le développement très inégal des échanges selon les groupes de produits : l'intensification des échanges de biens transformés et de produits chimiques sous l'effet conjugué de l'innovation et des phénomènes de spécialisation des industries nationales devrait, de 1960 à 1969-1970, porter leur part de 43 à 60 % dans nos importations et de 67 à 74 % dans nos exportations. »

Constatation : l'optimiste V^e plan convient que dans le meilleur des cas, les importations de produits caractéristiques d'un pays hautement industrialisé augmenteront de 17 % tandis que les exportations n'augmenteront que de 7 %.

« Ensuite l'évolution très différenciée du solde des échanges, la croissance inévitable du déficit en énergie et en matières premières devra en effet être compensée par les progrès vers l'équilibre du commerce des produits agricoles et alimentaires, la consolidation des résultats excédentaires de la chimie et le maintien d'un solde positif des échanges de produits des industries de transformation, en limitant dans toute la mesure du possible, la dégradation observée jusqu'ici dans ce dernier domaine. » Mais si l'on regarde les tableaux placés en annexe, des conclusions plus nettes encore se dégagent : les industries électriques et mécaniques qui fournissent les biens d'équipements verront leurs exportations et leurs importations varier ainsi :

		% d'augmentation
Importations (millions de F)	1970 : 22.355	499 %
	1960 : 4.480	
Exportations (millions de F)	1970 : 24.580	234 %
	1960 : 15.520	

Ainsi dans la division nationale du travail la place de l'économie française est de plus en plus secondaire, même si l'on accepte les conclusions optimistes du V^e plan.

A lire :

AUTOMATION ET RÉVOLUTION

Édité par Informations Ouvrières
Prix : 2 Francs



LA DÉFENSE DES 22 DES A. C. N. DE NANTES

Édité par Informations Ouvrières
Prix : 2 Francs

Quant aux courants d'échanges et leurs structures, le même document présente des considérants qui permettent de se rendre compte de leurs tendances :

« La demande des pays industrialisés tendra... à se déplacer au profit des matériels les plus perfectionnés. L'avance technique constitue pour un produit donné, la condition principale du développement des exportations. » Nous avons vu plus haut que le capital français est incapable de faire l'effort nécessaire dans le domaine de la recherche scientifique et technique pour concurrencer ses rivaux les plus puissants. Les conclusions vont de soi : *par rapport aux pays hautement industrialisés le capitalisme français occupera une place de plus en plus subordonnée dans ce domaine.* Sa capacité de vendre au mieux stagnera. Aussi il lui faut trouver d'autres marchés :

UN CERCLE VICIEUX

Depuis plusieurs années les discussions « d'experts », les prises de positions de ministres, se succèdent à propos de la réforme du système des paiements internationaux. A la dernière réunion (septembre 1966) du Fonds Monétaire International, Michel Debré s'est exprimé en ces termes :

« L'étalon d'échange-or perd sa valeur quand on tend à l'établir systématiquement au niveau d'une règle mondiale et au profit d'une seule monnaie. Il apparaît comme inéquitable puisqu'il est sans réciprocité : les pays à monnaie de réserve se procurent la monnaie des autres mais l'inverse n'est pas exact. Il apparaît comme dangereux puisque aucun mécanisme ne compense les déficits des pays à monnaie de réserve (...). Le déficit durable de la balance des paiements américaine est une cause parmi les plus notables des troubles actuels... La fonction monétaire exceptionnelle donnée à ce déficit encourage à tort son maintien. L'émission constante de dollars de réserve engendre dans le monde entier une création monétaire excessive, en même temps qu'elle permet une exportation sans mesure des capitaux. De cet état de choses naît une tendance universelle à l'inflation qui jette une ombre grandissante sur l'avenir. »

Par les accords de Bretton Woods de 1945, le système des paiements internationaux a pris comme base le dollar. Le Federal Reserve System Bank des U.S.A. devenait en pratique la banque d'émission internationale. Les émissions des banques nationales des autres pays étaient garanties par leur couverture en dollars. Il n'existait alors pas d'autres possibilités, dans le cadre du régime capitaliste, pour que se restructure le marché mondial. Faute d'or, ou d'autres réserves, les monnaies nationales de la plupart des pays ne possédaient d'elles-mêmes aucune valeur et ne pouvaient fonctionner comme moyens de paiements internationaux que cautionnées par le dollar. Le système a fonctionné sans trop d'accrocs pendant des années, tant que les réserves d'or des U.S.A. furent suffisantes, tant que les échanges internationaux étaient totalement déséquilibrés et que les dollars faisaient, dans l'ensemble, retour à la banque d'émission. Dès que les réserves en dollars de certaines banques nationales se sont gonflées par suite d'un certain équilibre des échanges internationaux et du mouvement des capitaux, le problème du rapport du dollar à l'or a commencé à se poser. Les banques nationales sont obligées d'accepter en paiement les dollars, mais un dollar qui se dévalue pratiquement de plus en plus, sans que sa valeur théorique (le poids d'or qu'il est censé représenter) ait été modifiée depuis le début des années 30. Le Federal Reserve System Bank émet sans contrôle des dollars. En pratique, cela revient à ceci : les U.S.A. pratiquent l'inflation au détriment des autres monnaies. La sur-évaluation du dollar par rapport à d'autres monnaies donne aux U.S.A. des moyens de paiements supplémentaires, leur permet de se procurer des francs, des marks, etc., en dessous de leur prix. D'autre part, les accords du F.M.I. obligent les participants à garder une partie de leur avoir en dollars, ils ne peuvent s'en faire rembourser la totalité en or. (De là le nom de monnaie de réserve donné au dollar ainsi qu'à la livre sterling.)

« Dans les relations avec les pays en voie de développement, le principal obstacle à surmonter est constitué par les ressources limitées et l'endettement croissant de ces états. Nos ventes de biens d'équipement sur ces marchés devront être accompagnées de facilités de crédit accrues, tant en volume qu'en qualité. Leur développement suppose également que notre politique d'importation s'attache à orienter vers ces pays une plus forte part de nos achats de matières premières ou de produits énergétiques, et à ouvrir progressivement à leur fabrication naissante l'accès de notre propre marché. »

C'est la reconnaissance de fait de la faiblesse fondamentale du capitalisme français par rapport à ses grands rivaux mondiaux. Mais en même temps s'éclaire ce que signifient les discussions sur le rôle du dollar et le retour à l'étalon-or.

Mais surtout le cours forcé du dollar sur le marché international, assure sur le marché des capitaux et dans le commerce mondial une position privilégiée au capital américain. Michel Debré poursuit :

« Gérer une monnaie mondiale sur une base impartiale, c'est-à-dire acceptable pour tous..., voilà qui est du domaine de la théorie... Derrière ce rêve se glissent des pensées précises qui tournent autour d'intérêts particuliers » ... ces intérêts n'étant pas ceux de la bourgeoisie française. Les documents déjà cités sur le V^e plan expliquent :

« L'équilibre de notre balance des paiements avec les pays hors zone francs peut être recherché sous deux formes différentes. Dans une première solution, un léger déficit de la balance des paiements courants serait compensé par un certain excédent des mouvements de capitaux publics et privés de l'ordre de 300.000.000 de dollars. »

Il faudrait déjà que « les exportations vers les pays hors de la zone franc puissent croître à un rythme d'environ 10 % par an », ce qui n'implique pas encore un accroissement relatif des exportations de la France sur les marchés étrangers. La bourgeoisie française, dans ce cas, ne ferait que limiter son retard grandissant par rapport à ses principaux rivaux. L'objectif qu'il lui faudrait atteindre serait « de devenir exportatrice nette de capitaux », ce qui impliquerait que « l'excédent des échanges de marchandises puisse atteindre 500.000.000 de dollars » pour que la balance des paiements soit équilibrée.

Même le premier objectif ne saurait être atteint si le capital français se heurte, non seulement à la puissance économique du capital américain, mais de plus aux privilèges qui proviennent du rôle de monnaie internationale du dollar ayant cours forcé et émis sans contrôle par le Federal Reserve System Bank. Cette position du dollar multiplie en effet les possibilités d'exportation de capital de l'impérialisme U.S., tant étatique que privé.

Mais c'est ici que tout devient insoluble. Le déficit de la balance des paiements américaine est la source qui alimente la « prospérité » mondiale. Une politique déflationniste aux U.S.A. aboutirait à une crise économique dont nul ne peut prévoir les conséquences et la profondeur. Les dépenses parasitaires, militaires et autres, de tous les états bourgeois, sont à l'origine de la « prospérité » de l'économie capitaliste. L'état bourgeois américain est de ce point de vue le pivot de tout le système. Il a par voie de conséquence une position privilégiée, mais il faut bien accepter tout en maugréant. La seule chose qu'il reste à faire aux autres bourgeoisies est finalement de s'incliner. Debré, comme les autres, n'y a pas manqué.

La crise du dollar n'est en effet rien d'autre que celle de l'économie capitaliste mondiale. Elle dissout le système des paiements internationaux lentement mais sûrement, et pourtant la politique inflationniste des U.S.A. est indispensable au fonctionnement du marché mondial, à la « prospérité ».

UN RÉGIME DE CRISE PERMANENTE

L'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam par les dépenses qu'elle nécessite peut, peut-être pour un temps, atténuer les difficultés du capitalisme français. L'économie capitaliste mondiale sera sans doute stimulée, mais au moyen d'une nouvelle poussée inflationniste. La bourgeoisie française se doit de profiter de cette situation pour reconvertir l'ensemble de son économie. Le V^e plan n'est pas moins impératif. Reconversion signifie : modification structurelle du capitalisme français, adaptation aux nécessités de la concurrence internationale, intégration plus poussée dans la division mondiale du travail. « Les échanges extérieurs ne sont plus une activité marginale intéressant une minorité d'entreprises ou un poste d'ajustement pour l'ensemble de l'économie qui peut croître indépendamment d'eux ; leur développement équilibré devient au contraire un élément essentiel de la stratégie des industriels, le révélateur de leur compétitivité et un objectif prioritaire de la politique économique. »

Or si la bourgeoisie française devrait, pour se maintenir dans la concurrence internationale, être capable d'investir 500.000.000 de dollars nets à l'étranger, le projet du V^e plan avoue : « Si les résultats excédentaires de la balance générale des paiements semblent justifier les prévisions du IV^e plan, ces excédents ont résulté pour une part croissante des investissements étrangers dans l'économie française, auxquels se sont ajoutés, en 1962 et 1963, des investissements effectués par les résidents français en Algérie et ailleurs. »

Même dans le cas, optimiste, d'un développement nouveau du marché mondial proportionnel à l'accroissement de la productivité, le capitalisme français, pour tenter d'atteindre ses objectifs, est contraint à des mesures draconiennes, qui touchent toute la structure économique et sociale de la France par exemple : « la régression des métiers d'agriculteurs (diminution de 25 % de 1962 à 1970) et certains métiers indépendants : ainsi les professions de commerçants indépendants (diminution de 37 % de 1962 à 1970) ». Quoi qu'il en soit, dans l'hypothèse d'une poursuite de l'expansion mondiale et du maintien de la position relative du capitalisme français, la force de travail ainsi dégagée trouverait alors « des emplois salariés correspondants ».

Toute la zone industrielle de l'est et du nord de la France sera, de toutes façons, profondément atteinte et en partie liquidée. « L'objectif retenu pour le V^e plan est donc le suivant : rendre l'industrie sidérurgique compétitive sur le plan international dans des conditions régulières de concurrence : dans ce but, renforcer d'une part la capacité concurrentielle par un effort énergétique des prix de revient, d'amélioration de la qualité, la rationalisation de la production et une réorganisation systématique des structures, y compris par la fusion d'entreprises et la fermeture d'usines ou d'ateliers non rentables. »

Pour les mines de fer :

« Le rendement fond et jour (passerait) de 16,3 à 24 tonnes entre 1964 et 1970... » « Dans l'hypothèse d'une durée hebdomadaire du travail de 40 heures par semaine, les effectifs d'ouvriers tomberaient de 16.000 à 11.400 de 1965 à 1970,

cependant que les effectifs de mensuels diminueraient de 400 personnes. » Ne parlons même pas de l'avenir des mineurs de l'Ouest !

En ce qui concerne les mineurs de charbon, la production tomberait de 53 millions de tonnes en 1965 à 48 millions en 1970 avec une productivité accrue, avec le « maintien de l'effort de modernisation pour les exploitations appelées à produire encore longtemps ».

La liste des industries qui seront soit liquidées, soit totalement reconverties, serait longue. Les entreprises publiques, S.N.C.F., etc., ne connaîtront pas un sort différent.

Il s'agit là de quelques prévisions du V^e plan. A partir des nécessités exprimées par le V^e plan, toute une série de fusions, d'accords spectaculaires se sont produits au cours des six premiers mois de cette année (Renault-Peugeot, Kuhlman-Ugine, Péchiney-Tréfinmétaux, B.N.C.I.-C.N.E.P., Usinor-Lorraine-Escout, etc.). Mais à peine le processus est-il engagé qu'une nouvelle appréciation se révèle indispensable. Pierre Drouin écrit dans *Le Monde* : « On estime aujourd'hui au Plan que dans l'immédiat il faut tendre à la fusion de firmes concurrentes pour parvenir, en 1970-1975, aux normes suivantes : la plus grande entreprise (ou groupe industriel) française de chaque secteur ou le plus grand secteur d'entreprise de chaque branche devrait être en moyenne dix fois plus grande que l'entreprise ou le secteur d'entreprise qui paraît avoir la taille optimale sur le seul marché français. Les quelques rares firmes françaises qui ont déjà dépassé ce stade n'auraient besoin de croître que de trois ou quatre fois : celles qui ne l'ont pas atteint de vingt à trente fois. » Mais attention, il ne s'agit pas seulement de grossir, il faut grossir pour devenir concurrentiel : éliminer la graisse et prendre du muscle, ajoute Pierre Drouin. En clair, aux fusions, concentrations, éliminations, doit correspondre l'introduction de l'automatisation car : « rien ne sert d'être aussi lourd que le concurrent allemand, si le même poids représente chez l'un du muscle et chez l'autre de l'obésité ». Et c'est d'autant plus vrai si l'on prend comme point de repère les U.S.A. qui disposent pour la seule gestion des entreprises, de calculateurs électroniques (30.000 en service aux U.S.A. sur 35.000 dans le monde).

La dimension du problème apparaît clairement lorsque l'on sait que le V^e plan fonde une grande partie de ses perspectives d'expansion sur l'industrie chimique et que « Rhône-Poulenc, la principale firme française, n'arrive qu'au soixante-quinzième rang parmi les plus grandes sociétés du monde ».

Quelle que soit la conjonction, le capitalisme français ne peut tenter de maintenir ses positions en Europe et dans le monde sans de profondes et dramatiques crises internes de la bourgeoisie. Ces crises affecteront nécessairement tous les milieux de la bourgeoisie. A cette restructuration de l'appareil de production du capitalisme français doit correspondre une restructuration de l'université, de l'ensemble de l'enseignement, de la formation professionnelle : c'est ce à quoi vise le plan Fouchet d'un côté, complété par la loi sur la formation professionnelle accélérée votée récemment qui, sous la direction du grand patronat, tend à mettre à sa disposition une main-d'œuvre massivement et rapidement convertible.

L'ÉTAT BOURGEOIS EST PLUS QUE JAMAIS INDISPENSABLE

La transformation radicale de la structure du capital français implique l'intervention croissante de l'état bourgeois. La concentration aux U.S.A. progresse encore plus vite qu'en Europe. Mais aux U.S.A. la concentration ne concerne pas seulement la rationalisation de la production. Les firmes qui fusionnent pratiquaient déjà pour la plupart, sur une très large échelle, l'auto-financement. Il s'agit surtout d'accroître la puissance, la grandeur et l'efficacité des ressources en capital. La fusion des grands trusts allemands, français, belges, etc., serait nécessaire

pour disposer de disponibilités en capital comparables à celles des groupes américains. A défaut, ainsi que l'écrit Pierre Drouin, le capital américain est seul capable de constituer des entreprises à l'échelle du marché commun : « actuellement le marché commun profite plus aux industries américaines qu'aux européennes ». De ce seul point de vue l'état bourgeois français doit déjà venir à la rescousse de sa bourgeoisie. Il doit le faire de multiples façons, depuis la prise en charge de la recherche technique et scientifique, jusqu'au financement

direct ainsi qu'il vient de le faire pour la sidérurgie, et aux commandes étatiques. Il doit fournir des prêts aux acheteurs étrangers, accorder des crédits aux états de la zone franc. Il lui faut peser pour favoriser la concentration, l'auto-financement, etc. Il lui faut mobiliser toutes les ressources disponibles financièrement et économiquement et les mettre à la disposition des groupes les plus puissants. La réforme de la sécurité sociale, des caisses de retraites est inscrite à l'ordre du jour en partie dans ce but. Dans le même esprit une récente proposition de loi, œuvre du sénateur Charles Stoessel, suggère que les réserves des A.S.S.E.D.I.C. qui s'élèvent à 1.600 millions de nouveaux francs (160 milliards d'anciens francs), soient mises à la disposition des reconversions industrielles.

La fonction économique de l'état bourgeois ne cesse de croître, et avec elle la nécessité de son contrôle direct par le grand capital. Mais les déchirements internes inévitables de la bourgeoisie française rendent indispensable un état omnipotent défenseur de ses intérêts généraux qui coïncident avec ceux du grand capital. Les nouvelles structures mises en place par la réforme administrative font du préfet, représentant direct de l'état, des C.O.D.E.R. placés sous la direction des préfets, les véritables pouvoirs locaux, départementaux et régionaux. Conseils municipaux et conseils généraux perdent de plus en plus de pouvoirs administratifs et financiers, par le jeu de la répartition des crédits et de l'engagement de programmes régionaux. De Gaulle se propose, au cours de ses déplacements, de réunir autour de lui systématiquement les C.O.D.E.R. Ainsi il affirme symboliquement le nouveau mode de fonctionnement de l'état. Il serait totalement erroné de voir dans cette centralisation de l'état bourgeois un incident dû à un accident de parcours que serait le gaullisme. Elle est dictée par le besoin absolu qu'a le capitalisme français pour maintenir ses

positions de mobiliser toutes les ressources, d'imposer à tous une stricte discipline, y compris aux couches de la petite et moyenne bourgeoisie, et à certaines couches du grand capital.

Naturellement la classe ouvrière, la jeunesse, doivent faire les frais de cette tentative de sauvetage de la bourgeoisie française. Aussi l'état bourgeois tente-t-il de les prendre en main plus qu'aucune autre couche sociale. L'acte décisif de la tentative de subordonner toutes les activités économiques, sociales et politiques, à l'état bourgeois, ce sont les relations avec le mouvement ouvrier, la subordination des syndicats à l'état, c'est-à-dire : l'intégration. Tout se décidera, comme toujours, sur le front de la lutte de classe. Le régime ne néglige aucun effort dans ce sens : après le C.O.D.E.R., les commissions du plan, les multiples organismes de la politique des revenus, la nouvelle loi sur les comités d'entreprises, les projets de loi « d'intéressement des travailleurs à la prospérité de l'entreprise », etc., il se propose d'achever l'édifice de l'intégration par la transformation du Conseil Economique et Social en Sénat économique, c'est-à-dire en chambre des corporations. Au fond, de quoi s'agit-il ? D'aboutir à une situation permettant au capital français une sorte de nouvelle accumulation primitive, dans les conditions du capitalisme pourrissant. En ce qui concerne le prolétariat, cela veut dire destruction de tous les droits et garanties conquis. L'importation d'une force de travail composée de 2,5 millions de travailleurs émigrés réduits à la condition du prolétariat du milieu du XIX^e siècle montre à quel niveau le capital français a besoin de réduire le standard de vie du prolétariat français. Et par là même quel crime contre la classe ouvrière c'est de ne pas intégrer dans la lutte des classes en France ces travailleurs. Les 600.000 chômeurs prévus par le V^e Plan trouvent vraiment une toute autre importance que ce chiffre ne suggère par lui-même.

LA POLITIQUE DE "FRONT DÉMOCRATIQUE"

Venu au pouvoir sans que la classe ouvrière, paralysée par les appareils bureaucratiques et abasourdi par ce tour de passe-passe, lui livre combat, le régime gaulliste avait comme tâche première la restauration de l'état bourgeois, disloqué une nouvelle fois par la rébellion des cadres de l'armée en Algérie. Contraint dans les premières années à une politique de manœuvres et de louvoisements, il ne peut faire triompher les intérêts supérieurs du grand capital en Algérie qu'en cassant l'unité de l'armée. Face à l'armée de métier et au « quarteron des Généraux » appuyés par toute une aile de la bourgeoisie française, il fut dans l'obligation de ménager les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier et de s'appuyer en fait sur eux. Ils ne lui marchandèrent pas cet appui, depuis la « grève du général » en 1960, lorsque les généraux entrèrent en dissidence à Alger, jusqu'à la ratification des accords d'Evian qui sauvegardèrent les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français en Algérie.

A partir de 1962 s'ouvre une autre phase du régime gaulliste, celle de la mise en place des nouvelles structures étatiques destinées à tendre tous les ressorts de la société française afin de restructurer le capitalisme français. La mise en application du traité de Rome instituant la Communauté Economique Européenne ne permet plus de différer l'opération, le capitalisme français doit s'intégrer plus profondément dans l'économie mondiale avec tout ce que cela suppose. L'essentiel devient alors de briser la capacité de résistance de la classe ouvrière, de détruire ses conquêtes, de la faire produire.

Le référendum d'octobre 1962 qui modifie la constitution de 1958 en instituant l'élection du président de la République au suffrage universel, libère l'Etat des vestiges du contrôle parlementaire. De Gaulle cherche ensuite l'occasion de briser les reins à la classe ouvrière. Il pense l'avoir trouvée en mars 1963 lorsqu'à la veille de leur grève il réquisitionne les mineurs. Si les mineurs s'inclinent devant la réquisition c'en est fait, certainement pour des années, des possibilités d'action de la classe ouvrière ; l'institution de l'état policier, l'intégration

des syndicats à l'état, ne seraient plus qu'un problème de forme. Le débrayage unanime des mineurs va obliger De Gaulle à reculer : brutalement les moyens sont donnés à la classe ouvrière, grâce à la réplique des mineurs, de passer à la contre-offensive et d'inverser les rapports entre les classes qui se sont établis en 1958. Les appareils bureaucratiques se refusent une nouvelle fois, à mobiliser les travailleurs et à mettre

A lire :

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)

Edité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

STÉPHANE JUST

DÉFENSE DU TROTSKYSME

(Le révisionnisme, liquidateur de la IV^e Internationale - La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

en cause le régime, ils détournent la classe ouvrière du véritable combat (1). Mais De Gaulle a néanmoins été obligé de reculer, d'empêcher sa réquisition : *l'autorité de l'état est mise en échec, la perspective d'un combat d'ensemble s'ouvre devant la classe ouvrière*. Les grèves du 18 mars 1964 et du 11 décembre 1964 vont témoigner de la réalité de cette perspective. *Mais elle ne peut se concrétiser que si les organisations de la classe ouvrière, syndicales et politiques, rompent avec la bourgeoisie et réalisent le front unique, classe contre classe*. Elles s'en gardent bien. A peine la grève des mineurs terminée, les appareils syndicaux relançant les grèves tournantes. Une succession d'échecs partiels éprouve la classe ouvrière, le gouvernement reprend l'initiative. Trois mois après avoir dû empêcher la réquisition des mineurs, il fait voter, en juillet 1963, une première réglementation du droit de grève à l'intention des travailleurs des services publics. L'événement est d'importance car c'est le principe même du droit de grève qui est mis en cause pour la première fois depuis des décennies. Dans la même foulée, la réforme administrative est mise en place, un cadre d'application de la politique des revenus est défini et commence alors à fonctionner pour les travailleurs des services publics, les fameuses commissions Toutée-Grégoire ; la réforme des comités d'entreprises est votée, le plan Fouchet dans l'enseignement entre en application.

Les grèves des 27 et 28 janvier 1965 vont annoncer la liquidation des possibilités ouvertes à la classe ouvrière par la

LES PARTIS OUVRIERS DERRIÈRE F. MITTERRAND

La véritable nature de la politique des appareils de la C.G.T., de F.O. et des partis socialiste et communiste va s'exprimer à l'occasion des élections présidentielles de décembre 1965. Leur soutien de fait ou ouvert de la candidature Mitterrand donne sa véritable signification au refus des appareils de la C.G.T., de F.O. et de la F.E.N. de rompre avec les organismes d'intégration des syndicats à l'état à leur « tactique » des désastreuses grèves tournantes, à leur refus de la mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière pendant et après la grève des mineurs. *L'entente des partis S.F.I.O. et du P.C.F. pour soutenir la candidature Mitterrand, alors qu'ils se refusent au front unique entre eux sur un programme de défense des intérêts de classe des travailleurs*, n'est pas moins significative.

Certes, il s'agissait de ne pas sombrer dans les illusions parlementaires. Par elles-mêmes, moins que toute autre élection, les élections présidentielles ne pouvaient résoudre quoi que ce soit du point de vue des prolétaires. En revanche, et peut-être plus que toute autre élection, elles pouvaient être utilisées pour défendre une orientation de front unique ouvrier et de mobilisation de la classe ouvrière. Elles fournissaient une excellente occasion pour formuler et défendre un programme et une politique de classe.

Après avoir proclamé, des mois durant, « programme d'abord », le P.C.F. abandonna dès la candidature Mitterrand son « programme ». A vrai dire, le « programme » du P.C.F. est au mieux un programme démocratique bourgeois, formulé au moment de la faillite du parlementarisme, c'est-à-dire une outre vide. En fait un simple alibi. Aussi sans aucune peine le P.C.F. l'a-t-il abandonné au profit des « options » Mitterrand. Il n'est pas sans intérêt de rappeler quelques-unes de ces « options » telles qu'elles furent précisées par Mitterrand lui-même au journal *Les Echos*, le 25 novembre 1965 :

« Les facteurs de croissance, à savoir les investissements productifs, les innovations techniques et la coopération active des travailleurs, se développent dans une économie, incitée par un plan démocratique respectant les stimulants de la concurrence. » La « planification démocratique » version « gauche » de l'association capital-travail, proclamait Mitterrand, est un axe de mes « options ». Il en définissait les moyens et les buts : « La pratique malsaine du blocage des prix a conduit au freinage des investissements. Les critiques faites à ce sujet

grève des mineurs et qui se sont manifestées avec éclat le 11 décembre 1964. Le mouvement est décidé bureaucratiquement du sommet ; il est cassé en deux : une partie des fonctionnaires et des services publics est appelée à débrayer le 27, une autre le 28 ; alors que le 11 décembre les gaziers et les électriciens avaient coupé le courant et le gaz, le comité de grève se chargeant de pourvoir aux cas urgents et aux services de sécurité, les organisations syndicales acceptent que tous les services publics soient alimentés selon les prescriptions gouvernementales. Le résultat est là : à peine 50 % de grévistes dans l'ensemble. Au cours des mois suivants, la retraite va s'accroître comme conséquence d'une nouvelle série d'échecs de luttes ouvrières, principalement dans la métallurgie. Berliet, Peugeot ont engagés dans des grèves tournantes sans issues et laissés délibérément isolés. Les licenciements aux Ateliers et Chantiers Navals de Nantes donnent lieu à une puissante riposte des travailleurs nantais. Mais ce mouvement est lui aussi détourné vers des actions tournantes et délibérément isolé. La direction des A.C.N. prendra prétexte d'une réaction violente, parfaitement légitime, des travailleurs des A.C.N. qui envahissent ses bureaux, pour licencier 22 d'entre eux. Le mouvement s'éteint. Seuls les militants révolutionnaires engagent une défense sérieuse des 22 (2).

(1) Voir « La Vérité », n° 524, sur la grève des mineurs.
(2) Voir la brochure « Les 22 de Nantes (1-0) ».

sont parfaitement fondées. On peut donc affirmer que faute de réforme de structure, les objectifs de croissance du V^e plan (mais oui !) ne peuvent être atteints sans inflation... » « Le V^e plan rénové aura donc à résoudre cette contradiction fondamentale en proposant, dans chaque secteur d'activité, des réformes cohérentes propres à stimuler les investissements... » « Le système fiscal actuel... grève plus les secteurs privés de l'économie que les secteurs nationalisés... Il peut exister des activités auxquelles l'état peut renoncer une fois les problèmes résolus. Lorsque les raisons politiques de leur intégration dans les activités nationales ont cessé d'être décisives, il peut y avoir intérêt, pour rétablir la concurrence, la recherche du profit et le rendement fiscal, à dénationaliser certaines entreprises publiques (1). » « Stimuler les investissements est une nécessité de la concurrence internationale. Sait-on que l'Allemagne, avec une population d'un cinquième à celle de la France, consomme à peine plus et investit moitié plus que la France ? Il ne s'agit donc pas de choisir entre l'auto-financement et le marché financier, mais de développer à la fois les deux modalités d'investissements. »

Commenter serait faire injure au lecteur : les impératifs du capitalisme français, du V^e plan, avec leurs conséquences pour le prolétariat, sont à l'origine de ces « options ». Il n'y manque même pas la défense de la zone franc : « les intérêts économiques consistent dans la protection des investissements publics et surtout privés effectués par la France dans le tiers monde et spécialement en Afrique ».

Et tout au cours de sa campagne électorale, entre deux serments « sur l'union de la gauche », Mitterrand devait affirmer son attachement à la constitution de 1958, base du régime présidentiel, qu'il s'agissait de retoucher ici et là. Ce qui, au demeurant, est parfaitement normal : la défense des intérêts fondamentaux de la bourgeoisie française exige au stade actuel une structure politique déterminée.

Faire voter Mitterrand, sous l'enseigne du « front démocratique », allait beaucoup plus loin que le réformisme classique : c'était faire ratifier par les travailleurs la politique d'intégration des syndicats à l'état présenté sous le vocable de « planification démocratique », en plus des illusions parlementaires classiques. Le simple fait de faire accepter aux travailleurs la candidature

(1) Souligné par nous.

Mitterrand, d'éliminer toute candidature représentant, bien ou mal, la classe ouvrière, le fait qu'elle ait été mystifiée et qu'elle ait marché dans cette combinaison, fut une défaite politique nouvelle infligée au prolétariat français, par ceux-là même qui sont censés le représenter.

DÉFAITE POLITIQUE ET DÉFAITE PHYSIQUE

L'accord C.G.T.-C.F.D.T. a succédé immédiatement aux élections présidentielles. Son contenu s'intègre dans une politique contractuelle des salaires, celle pratiquée par le gouvernement étant jugée seulement insuffisante. Son aboutissant serait la généralisation d'accords d'entreprises du type de ceux signés en 1964 dans les textiles du nord.

Les accords C.G.T.-C.F.D.T. relancèrent, dès les premiers mois de 1966, une succession de grèves tournantes. Ce forcing d'actions tournantes témoignait que la vague soulevée par la grève des mineurs était épuisée, les appareils bureaucratiques imposaient à la classe ouvrière leur tactique funeste. Il fallait que les appareils bureaucratiques ne laissent pas respirer les travailleurs après leur avoir fait avaler la candidature Mitterrand, et avoir ainsi empoisonné leur conscience politique. Ils s'efforçaient à tout prix d'empêcher que la classe ouvrière ne tire les leçons politiques de cette duperie, ce qui exige du temps. Après quatre mois de cette gymnastique, un mot d'ordre de grève pour le 17 mai fut lancé. Au départ, le 17 mai devait être le même jour une juxtaposition de grèves partielles corporatives et par entreprise, l'idée de la manifestation centrale de la Bastille à la République était tenue en réserve. Que cette politique des appareils s'appliquât strictement et ce pouvait être le couronnement catastrophique des grèves tournantes au forcing qui se déroulait depuis quatre mois. Un phénomène d'une très grande importance s'est alors produit : les militants du P.C.F. et de la C.G.T. ont pensé que c'était la fin des mouvements tournants et la préparation d'une bataille réelle. Le mot d'ordre, lancé par les militants révolutionnaires, de comités inter-syndicaux et inter-professionnels de préparation au 17 mai, concrétisait leurs aspirations. En de nombreux endroits ils le reprirent. En tout cas ils agirent pour faire du 17 mai le mouvement qu'ils désiraient. Un choix s'est présenté à l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T. : engager la lutte contre leurs militants et ouvrir une crise aux conséquences imprévisibles ou laisser faire. Ils choisirent le second terme tout en condamnant le mot d'ordre de comités inter-syndicaux et inter-professionnels de préparation au 17 mai. La classe ouvrière, une fois encore, a répondu. La comparaison avec les possibilités ouvertes par la grève des mineurs, ou encore avec le réel enthousiasme qui animait la grève du 11 décembre 1964, serait erronée. La classe ouvrière suivait encore, elle ne poussait pas. Mais elle suivit, se rendant compte de la catastrophe que serait pour elle la destruction des organisations syndicales, qui résulterait de l'échec du 17 mai. La manifestation de la Bastille à la République contient de précieux enseignements. A partir de la conception corporative initiale qu'avaient les appareils bureaucratiques du mouvement du 17 mai, le gouvernement pouvait l'interdire purement et simplement. Il le pouvait encore lorsque les militants du P.C.F. et de la C.G.T. imposèrent un mouvement inter-professionnel. Mais ici commençait le risque, un double risque. Interdire la manifestation revenait à mettre à l'épreuve vis-à-vis de la classe ouvrière et des militants, les appareils de la C.G.T. et du P.C.F. Sans aucun doute, ils se seraient inclinés mais en se démasquant. En même temps, le souvenir de l'erreur d'appréciation que constitua la réquisition des mineurs hante les sommets dirigeants de la bourgeoisie française. Le gouvernement n'a pas voulu courir un risque de même nature en interdisant la manifestation du 17 mai. Le préfet de police convoqua les dirigeants de la manifestation projetée. A l'issue de cette entrevue, un communiqué autorisait la manifestation. Le prix que durent payer ces dirigeants se révéla au cours de son déroulement : proximité de la police en uniforme, et surtout aucun mot d'ordre politique. La manifestation se déroulait dans le cadre politique du régime.

Bien que, par suite des contradictions internes à la bourgeoisie française, De Gaulle ne fut élu qu'au deuxième tour, l'opération Mitterrand était bénéfique net pour le régime, actuellement le plus apte à défendre les intérêts du capitalisme français, celui qu'incarne De Gaulle.

Cet événement est un test politique révélateur : la bourgeoisie française n'est pas sûre d'elle. Sa force politique propre ne correspond pas à ses besoins. La réalisation de ses objectifs est impensable sans l'appui et la complicité des appareils bureaucratiques. Ceux-ci sont à l'origine de la défaite politique que fut pour la classe ouvrière la venue sans coup férir de De Gaulle au pouvoir, de cette autre défaite que fut le soutien de la candidature Mitterrand. Cependant, tant que le prolétariat dispose, en particulier, d'organisations syndicales, malgré leurs appareils bureaucratiques, il reste physiquement capable de combattre. Le gouvernement et le patronat ont saisi toutes les occasions d'infliger des défaites partielles à la classe ouvrière. Mais rien n'est réglé et ils le savent. Aussi ne se décident-ils pas à livrer une bataille de front. Ils comptent user jusqu'à l'extrême limite de la politique des directions C.G.T., de la F.E.N., de la C.G.T.-F.O., afin de fatiguer et de décomposer le mouvement ouvrier. Ils gardent en réserve, tant qu'ils n'auront pas réussi à s'assurer, dans la lutte des classes, un avantage décisif, la S.F.I.O. et le P.C.F. Au cas où De Gaulle ne parviendrait pas à instituer l'état policier, il convient de garder en réserve les appareils bureaucratiques ouvriers politiques pour pouvoir recourir à une nouvelle combinaison politique s'appuyant sur la S.F.I.O. et, éventuellement, sur le P.C.F. Dans ce cas, il faut s'efforcer de ne pas trop les discréditer.

L'affaire Ben Barka est une nouvelle démonstration de la crise sans cesse renaissante au sein de l'appareil d'état bourgeois. Instrument qu'il faut avoir parfaitement en main pour édifier l'état policier, la police ou plutôt les polices agissent pour leur propre compte. Elles perdent le sens de l'intérêt général de la bourgeoisie et se mettent au service de tel ou tel intérêt particulier, et — qui pis est — en liaison avec des états étrangers. Elles travaillent à leur compte. A y regarder de plus près, l'affaire Ben Barka exprime le manque total de confiance de la bourgeoisie française en ses propres destinées. Actuellement l'édifice ne tient que grâce au rôle traître des appareils bureaucratiques. Mais la puissance potentielle du mouvement ouvrier reste au centre de tous les calculs, freinant bien des élans. La force du régime c'est, sans avoir encore rien pu résoudre de façon durable, de contenir toutes les forces centrifuges au sein de la bourgeoisie, car toute crise violente de celle-ci ouvrirait des vannes par lesquelles pourrait bien s'engouffrer le prolétariat.

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

*Recueil de documents choisis,
traduits et présentés par*

PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY

Prix : 24,50 F

Passez vos commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

LA CLASSE OUVRIÈRE TRAHIE

La classe ouvrière a subi bien des épreuves au cours de ces dernières années. Il serait illusoire de penser qu'elles n'ont pas d'importantes conséquences. De 1953 à 1958, la tendance profonde de la classe ouvrière fut, à chaque fois que l'occasion lui en fut donnée, de passer spontanément par-dessus les appareils bureaucratiques, en tirant entre deux intervalles de lutte des enseignements de la précédente. La défaite de la révolution hongroise a ralenti ce processus, la venue au pouvoir de De Gaulle l'a, en France, interrompu sous la forme qu'il prit en 1953-1955, au moins pour un temps.

Les manifestations apparentes et spectaculaires sont celles d'une décomposition. L'exemple de la Fédération de l'Éducation Nationale est instructif. La position qu'elle occupe au sein du mouvement ouvrier est unique : au moment de la scission syndicale ce fut la seule fédération conservant son unité. Rien ne tombe du ciel ; s'il en fut ainsi, c'est en raison de ses traditions : respect du droit de tendance, existence d'une forte minorité révolutionnaire, l'École Emancipée, qui joua le rôle essentiel dans le maintien de l'unité de la F.E.N., non sans oscillation ; mais par le simple fait qu'elle ait conservé son unité, la F.E.N. eut en plusieurs occasions une action très positive dans la lutte des classes. Le 28 mai 1958 elle proposa aux confédérations F.O. et C.G.T. la grève générale contre la venue au pouvoir de De Gaulle. Elle fut à l'origine de la puissante manifestation laïque de Vincennes en 1960 qui regroupa 500.000 manifestants venus de la France entière. Mais ce fut le sommet et le couronnement de la capitulation de l'appareil de la F.E.N. Aux cris des manifestants scandant

« à Paris, à Paris », Forestier répondit : « une autre fois », qui ne vint bien sûr jamais. Depuis la F.E.N. a trouvé le chemin de la rédemption ; sa politique ne diffère plus de celle des autres appareils. Elle siège aux organismes d'intégration des syndicats à l'état, elle s'est refusée à lutter contre la réforme Fouchet, elle a accepté le nouveau statut des directeurs d'école qui les place sous le contrôle des préfets, etc. Et la puissante F.E.N. est menacée de désintégration, la démission, avant la fin de son mandat, de son ancien secrétaire général Lauré est un épisode des luttes corporatives internes qui la déchirent. Faute d'être capable d'ouvrir une issue à l'ensemble du corps enseignant, c'est-à-dire finalement à l'ensemble du mouvement ouvrier, la désintégration de la F.E.N. serait un coup très dur pour toute la classe ouvrière. S'imaginer que ce sort est réservé à la seule F.E.N. serait s'aveugler. L'acceptation de F.O. et de la C.G.T. de siéger aux organismes d'intégration des syndicats à l'état, leur politique de capitulation et de soumission aux besoins du capitalisme français aura des conséquences semblables, la forme peut varier, la destruction est au bout du chemin si d'autres causes n'interrompent pas le processus.

Après leur vote favorable ou leur « abstention » sur la loi réformant les comités d'entreprises, les députés des partis socialiste et communiste, viennent d'ajouter un nouveau maillon à la chaîne de leurs trahisons. Intervenant le 5 octobre 1966 à propos de la loi sur la formation professionnelle, une des pièces maîtresses du V^e plan, qui doit fournir la main-d'œuvre polyvalente et à bon marché au patronat, Pierre Doize, au

Qu'est-ce que le FRONT UNIQUE ?

La phase actuelle de la lutte des classes met plus que jamais à l'ordre du jour la lutte classe contre classe. Le prolétariat doit présenter face à la bourgeoisie, son état, ses gouvernements, un front uni. Il s'agit de l'enseignement de plus d'un siècle de lutte des classes. Plus les antagonismes de classes s'exacerbent, plus la classe ouvrière a besoin de combattre comme un tout. Ce sont les appareils bureaucratiques qui divisent, fragmentent le front prolétarien. La tactique du Front unique telle qu'elle fut définie par les III^e et IV^e congrès de l'Internationale Communiste reste plus que jamais actuelle. Face aux attaques économiques et politiques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, politique des revenus, tentative d'intégration des syndicats à l'état, il est nécessaire d'opposer la classe ouvrière comme classe à la bourgeoisie. La tactique du Front Unique consiste à ne pas nier en pratique que l'énorme majorité des militants de la classe ouvrière sont organisés dans les partis réformistes et staliniens. Il s'agit, en s'appuyant à chaque moment sur la situation concrète de la lutte des classes et les impératifs de la lutte, de proposer une politique qui rompe avec la bourgeoisie et dresse la classe ouvrière et les organisations dont elle dispose face à la bourgeoisie en tant que classe. Elle implique la dénonciation de la politique de collaboration de classe de la bureaucratie, soit avec une fraction

de la classe capitaliste, soit avec la bourgeoisie dans son ensemble. Le Front unique entre nécessairement en conflit avec la politique de la bureaucratie. Il n'est pas exclu que les bureaucrates des directions traditionnelles soient forcés de faire des pas sur la voie du Front unique sous la pression de la classe ouvrière et de leurs propres membres. Dans de tels cas, nous soutenons et participons à toutes les actions qui peuvent être ainsi organisées.

La lutte pour le Front unique implique la construction de partis ouvriers révolutionnaires. La réalisation du Front unique ne peut être laissée à la spontanéité. Il exige la lutte politique d'organisations indépendantes faisant passer dans la pratique le programme de transition.

Le parti révolutionnaire ne peut se construire indépendamment de la participation et de l'intervention dans la lutte des classes réelle telle qu'elle se déroule sous nos yeux et non par des commentaires sur la lutte des classes. La politique du Front unique prend alors toute son importance pour la construction des partis révolutionnaires.

(Extrait du Manifeste de la Conférence du Comité International d'avril 1966.)

nom du P.C.F., explique : « Le projet de loi illustre les recommandations du V^e plan de redistribuer les responsabilités de l'éducation nationale entre le ministère de l'éducation nationale et la profession. Il répond au vœu du patronat français en confiant par voie conventionnelle le sort de centaines de milliers de jeunes de 14 à 17 ans à des grandes entreprises qui leur donneront une formation utilitaire et strictement limitée... le projet de loi apparaît donc comme un nouvel instrument au service des monopoles en leur permettant de mieux réaliser leurs objectifs dans le domaine de la concentration et de l'exploitation renforcée des travailleurs. » Le député S.F.I.O. Gilbert Faure fournit des explications analogues. *Pourtant les députés S.F.I.O., comme ceux du P.C.F., vont s'abstenir.*

Présentant la loi sur la formation professionnelle, Debré souligne : « Cette loi complète ce que la réforme de l'enseignement a déjà bien souligné, à savoir la place capitale de

l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans l'effort de l'état et des groupements ou collectivités associés à l'état. » Précédemment il avait défini le sens de la loi : « Il faut prévoir d'une manière institutionnelle la possibilité d'une coordination et d'une animation. Il faut prévoir aussi ce que l'on appelle la liaison université-industrie et ce que j'étendrai en disant liaison université-industrie-syndicat, car la formation professionnelle qui doit s'adapter aux préoccupations économiques et techniques et qui s'applique aux adultes comme aux jeunes, ne peut être traitée comme l'éducation classique de la jeunesse. » On ne saurait mieux dire. Corollaire du plan Fouchet, la loi sur la formation professionnelle adapte l'enseignement aux besoins du capital, subordonne l'université au capital et du même mouvement développe l'intégration des syndicats à l'état en les chargeant de fonctions dans la formation d'une main-d'œuvre correspondante aux nécessités de la reconversion du capitalisme français.

LE STALINISME ET LA DESTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER

Le vote des députés S.F.I.O. et du P.C.F. est par conséquent leur programme politique. Les vociférations sur une tribune contre ceci ou cela sont une chose ; la pratique politique des bureaucrates consiste à domestiquer la classe ouvrière et ses organisations aux impératifs du maintien du régime capitaliste. Au stade actuel leur attachement par mille et mille liens à la société bourgeoise les fait aller beaucoup plus loin que la collaboration de classe traditionnelle. Celle-ci supposait un capitalisme prospère capable de distribuer des miettes à une fraction au moins de la classe ouvrière. Désormais le capitalisme, y compris dans les pays hautement industrialisés d'Europe, est totalement parasitaire. Les dépenses parasitaires, militaires et autres, et l'intervention constante de l'état bourgeois, sont à l'origine de sa phase de développement depuis la guerre. Le moment vient où la machine grince et tend à se gripper. Le capitalisme n'est pas mort pour autant. Il lui faut avoir plus encore recours à l'état bourgeois, subordonner à cet état les organisations syndicales pour arracher à la classe ouvrière toutes ses conquêtes. C'est désormais une condition de la survie du capitalisme. Les appareils bureaucratiques acceptent de jouer ce rôle, l'exemple le plus clair est évidemment celui du gouvernement Wilson et des Trades-Unions britanniques. En France, c'est au sein de « l'opposition » que le parti socialiste, le P.C.F., les appareils bureaucratiques syndicaux domestiquent le mouvement ouvrier. En raison du poids du P.C.F. au sein du mouvement ouvrier, de son contrôle de la plus grande centrale syndicale, la C.G.T., le stalinisme a dans cette politique le rôle prépondérant ; de là toute l'importance d'une session du comité central du P.C.F. comme celle de mars dernier consacrée aux « questions idéologiques et culturelles ». Elle marque un nouveau pas vers la destruction du mouvement ouvrier.

Le marxisme n'est pas un ornement ou un aspect de la « culture » réservée à quelques mondains du mouvement ouvrier. Il est l'essence des conquêtes du mouvement ouvrier. Né avec lui, il synthétise les enseignements de ses luttes, de son organisation. Il lie ses actions et sa vie journalière à ses tâches historiques. Il est au mouvement ouvrier sa propre compréhension, y compris la compréhension de ses contradictions. La liquidation du marxisme est indispensable à la destruction du mouvement ouvrier menée de l'intérieur. Le Comité Central du P.C.F. de mars a entrepris, au nom de l'humanisme, la lutte ouverte pour la destruction du marxisme. Il s'agit d'un événement politique très important, inséparable de la politique d'ensemble du P.C.F. L'humanisme est, quant au fond, la théorie des hommes de bonne volonté exprimant au delà des classes les intérêts communs de tous les hommes : l'état est l'expression institutionnelle de ces intérêts communs. La subordination du mouvement ouvrier à l'état est inscrite dans l'humanisme.

A première vue, il peut sembler incompréhensible que le P.C.F. n'accepte pas sans conditions, comme il le fit des options Mitterrand, le programme et la politique de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste. *Quelle différence y a-t-il entre le programme de la F.G.D.S. et les options Mitterrand ?* Les citations faites plus haut des options Mitterrand démontrent qu'il n'y en a pas. La formule même de « l'union des républicains de progrès » a été lancée, avec l'approbation de l'*Humanité*, par Mitterrand lui-même à la veille du deuxième tour des élections présidentielles. Impossible que le P.C. s'allie avec les « réactionnaires avérés » ! Quelle heureuse mais fausse nouvelle. Interrogé à la suite de sa conférence de presse du 17 juin 1966, tenue après une session du Comité Central du P.C.F., Waldeck Rochet répondait : « Il se peut que la gauche frise la majorité mais ne l'atteigne pas... je pense que dans cette hypothèse les partis de gauche pourraient d'un commun accord, je dis bien d'un commun accord, accepter le concours de républicains qui sont résolument opposés au régime de pouvoir personnel. » En fait il s'agit d'une variation tactique à partir d'une même orientation de soutien du régime.

Avec un empirisme rarement égalé Pompidou a affirmé : « S'il manquait 15 sièges à la majorité... je considérerais que la politique que nous avons menée jusqu'ici, qui a été approuvée par le pays quand il a réélu le Général De Gaulle, doit continuer... » Pour y parvenir tous les moyens seraient bons, depuis la corruption classique que constitue l'offre de maroquins, jusqu'à la dissolution, c'est-à-dire l'épreuve de force. Mais le régime ne tient pas à ouvrir cette sorte de crise. Il voudrait aboutir en opérant à froid. Il lui faut les apparences de la légalité, car il n'est pas assez sûr de sa force.

Le concours du P.C.F. lui est assuré dans cette entreprise. A sa manière il valorise la politique de De Gaulle, en prenant à son compte comme étant une politique de paix sa politique extérieure et tout particulièrement telle qu'il l'a exprimée dans son discours de Pnom Penh. La « paix étant le bien le plus précieux de l'humanité », il va de soi qu'il vaut mieux De Gaulle que Mitterrand, suppôt des Américains. La boucle est fermée ; le P.C. ouvre la perspective de l'union sacrée avec le régime au nom de la paix, après avoir fait approuver en décembre 1965 les options Mitterrand qui n'étaient, à l'égard de la classe ouvrière, qu'une version retouchée de la politique de De Gaulle, par personne interposée.

En dernière analyse et pour les mêmes raisons, les agents de la bureaucratie du Kremlin, tout comme l'impérialisme américain, soutiennent De Gaulle, parce qu'il est actuellement un des facteurs indispensables du maintien de l'ordre bourgeois en Europe.

DÉLAIS ET POLITIQUE

Trotsky aimait à dire : « confondre les temps en politique est plus dangereux qu'en grammaire » ou encore : « le temps est une des matières premières les plus précieuses en politique ». Dans l'abstrait le moment le plus favorable pour frapper la classe ouvrière se situait au lendemain de la venue au pouvoir de De Gaulle. De Gaulle ne put le faire en raison des déchirements internes de la bourgeoisie et de l'état. Il lui en coûta la réplique des mineurs. Tant que le mouvement ouvrier n'est pas détruit, si les délais lui en sont laissés, il tire peu ou prou les leçons politiques de ses défaites et récupère. L'intoxication des élections présidentielles fut une nouvelle défaite politique pour la classe ouvrière. Elle garda ses organisations. Si le temps lui en est laissé elle tirera les leçons politiques de l'opération Mitterrand. C'est bien là une des raisons de la nouvelle intoxication, du nouvel empoisonnement politique, que le P.C.F. veut lui faire subir en lui faisant accepter le soutien de la politique extérieure de De Gaulle : il faut renouveler la dose et changer de narcotique.

Tout en infligeant des défaites physiques partielles à la classe ouvrière, tout en décomposant les organisations syndicales, tout en avançant dans la voie de l'intégration des syndicats à l'état dans la mise en place de l'état policier, le régime redoute l'épreuve de force, l'erreur de calcul qui remet tout en question. La crise permanente de la bourgeoisie française et de l'état, en même temps qu'elle oblige le régime à tenter de se garantir par une défaite décisive de la classe ouvrière, le rend pusillanime et lui fait redouter et différer cette épreuve de force. Elle est cependant inévitable, sinon la réforme se décomposera, la classe ouvrière tirera des leçons du passé et reprendra l'initiative de la lutte des classes.

Déjà se manifeste par mille signes une profonde fermentation. Le processus interrompu en 1958 par la venue au pouvoir de De Gaulle qui poussait la classe ouvrière à passer par vagues par-dessus les appareils bureaucratiques, ne s'exprime plus sous cette forme, mais il n'en subsiste pas moins. Plus précisément il y a deux processus contradictoires en cours au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier : un processus de désintégration, un processus de reconstruction et de clarification de la conscience de classe. Le débordement des appareils en 1953-1958 exprimait brutalement l'antagonisme entre la politique d'adaptation à la bourgeoisie des appareils et les besoins profonds de la classe ouvrière. Le présent et l'avenir du prolétariat se heurtaient aux fossiles bureaucratiques hérités de son passé, et refluaient. La forme est plus subtile actuellement, mais le processus est non moins profond. Il en est ainsi car la classe ouvrière française a perdu l'initiative dans la lutte des classes, mais aussi parce que les travailleurs sentent qu'un coup de collier brutal ne suffit pas. Il faut utiliser les instruments qui subsistent et sont encore utilisables, tels les syndicats, et forger les instruments nouveaux et indispensables, tel le parti révolutionnaire, pour mener à bonne fin une lutte qui peut fort bien démarrer sur de simples problèmes de défense des conquêtes du mouvement ouvrier mais se heurtera à la bourgeoisie, à son état, aux manœuvres bureaucratiques, et qui devra mettre en cause le pouvoir bourgeois pour finalement le renverser.

De la grève des mineurs à la candidature Mitterrand une lutte sourde, qui a parfois pris des formes explosives, a opposé les travailleurs, les militants, les appareils. Les mineurs ont utilisé les organisations syndicales pour imposer leur grève, les appareils ont réussi à isoler les mineurs, les mineurs se sont dressés violemment contre eux à la fin de leur grève. Les 18 mars et 11 décembre 1964, les militants ont imposé, en prenant appui sur les aspirations de la classe, des mouvements qui pouvaient être des mouvements préparatoires à une lutte d'ensemble. Les appareils ont réussi à liquider cette possibilité en imposant les mouvements des 27-28 janvier, les grèves tournantes, la candidature Mitterrand. Les grèves tournantes d'après les élections présidentielles, la transformation du 17 mai par les militants, sa limitation au cadre politique acceptable par le régime, sont un nouvel épisode de cet antagonisme.

Cette contradiction se rétracte à l'intérieur même des appareils bureaucratiques de F.O., de la C.G.T., de la F.E.N. L'adaptation aux exigences du capitalisme français mène à leur destruction. La liquidation d'un marxisme même très formel par la direction du P.C.F., c'est à terme la destruction du P.C.F. Si des gens comme Althusser, comme Garaudy peuvent développer leurs thèses qui rejettent le marxisme, c'est évidemment sous les directives et en tous cas avec l'encouragement de l'appareil stalinien du P.C.F. Pourtant cette même direction est dans l'obligation de rogner leurs thèses. Tout comme les militants de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N. ressentent que la soumission au régime c'est la destruction des syndicats, ceux du P.C.F. perçoivent d'instinct que virer par-dessus bord le marxisme c'est détruire le P.C.F. au profit de la bourgeoisie. Pour faire passer leur politique les dirigeants sont forcés de plus en plus de truquer et de ruser vis-à-vis des militants.

Les paroles suivantes de Trotsky sont aujourd'hui pour la France d'une brûlante actualité : « Dans la stratégie des grèves le parti communiste se dirige visiblement d'après les citations fragmentaires de Lénine, interprétées par Manouïlsky ou Lozovsky. En effet, il fut un temps où les mencheviks luttèrent contre les « gréviculteurs » et les bolchéviques, au contraire, se placèrent à la tête de chaque nouvelle grève, entraînant des masses de plus en plus grandes dans le mouvement. Cela correspondait à la période d'éveil des nouvelles couches de la classe. Telle fut la pratique des bolchéviques en 1905, pendant l'essor industriel des années d'avant la guerre et pendant les premiers mois de la Révolution de Février.

« Mais dans la période d'avant octobre, à partir des journées de 1917, la tactique des bolchéviques eut un caractère différent : ils ne poussaient pas aux grèves, ils les freinaient parce que chaque grève importante avait tendance à se transformer en combat décisif, alors que les prémisses politiques n'en étaient pas encore mûres. »

L.T., « Et maintenant », pages 206-207.

Nous ne sommes pas en juillet-octobre 1917 en France. La bourgeoisie a l'initiative. Mais nous devons tout faire pour éviter de court-circuiter la maturation politique indispensable aux répliques d'envergure. Le temps que la bourgeoisie hésitante laisse doit être utilisé pour faire mûrir les prémisses politiques qui existent.

En liaison avec leur politique de capitulation, les appareils bureaucratiques, partiellement l'appareil stalinien, veulent empêcher cette maturation politique de se produire, au nom de l'« action ». Le caractère aventuriste des mouvements peut offrir à la bourgeoisie l'occasion de frapper, et, en tous cas donner à la classe ouvrière un sentiment d'impuissance, c'est-à-dire concourir à développer le processus de démoréalisation et de désintégration. Il n'en résulte pas que tout mouvement est impossible. Tant s'en faut, car il reste vrai que la classe ouvrière doit sans cesse combattre sous peine de renoncer, les coups et assauts continus du capital. Cela signifie que les objectifs doivent être proportionnés aux mouvements, et surtout que tout mouvement doit être intégré dans une politique de Front Unique de classe. C'est la condition de mouvements efficaces. Dans cette perspective, exprimée concrètement par l'élaboration d'un programme de défense de la classe ouvrière, par le développement de formes d'organisations unitaires démocratiques appropriées aux conditions du front unique et de l'action visant à la mobilisation d'ensemble du prolétariat, des luttes partielles même peuvent être fécondes.

Les militants révolutionnaires interviennent pour développer le processus de la restructuration de la conscience de classe, de la politisation de la classe ouvrière.

La citation de Trotsky leur donne un axe d'intervention : faire mûrir les conditions politiques de l'inévitable lutte. Ainsi nous utiliserons cette matière première des plus précieuses en politique : le temps.

LES PERSPECTIVES DE L'O.C.I. ET SES TACHES

Rien n'est écrit à l'avance ; les méandres de la lutte des classes en France peuvent être très nombreux. D'autant plus que la lutte des classes en France est indissolublement liée au développement de la lutte des classes mondiale. Mais toute notre politique est orientée par quelques données très simples. Les nécessités du capitalisme français sont à long terme imprescriptibles, il doit détruire le mouvement ouvrier. Sous l'effet d'une contre-offensive ouvrière, il peut manœuvrer, reculer, truquer, avec la complicité des appareils, des autres impérialismes, de la bureaucratie du Kremlin ; la constante de sa politique restera la même. Il faut rompre avec la bourgeoisie pour organiser le front unique de classe des travailleurs, rompre avec les organisations d'intégration des syndicats à l'état, rompre avec les alliances unissant partis d'origine ouvrière et partis bourgeois. Il faut élaborer un programme de défense des travailleurs d'expropriation politique et économique de la bourgeoisie.

En ce moment, au nom de la « défense de la paix », le plus répugnant soutien est apporté à De Gaulle par le P.C.F. Le vieux mot d'ordre de Lénine a une importance exceptionnelle : « l'ennemi est dans notre propre pays ». Pour la classe ouvrière française, l'impérialisme a un visage, celui de la bourgeoisie française. Ce mot d'ordre, dans les circonstances présentes, donne sa dimension à toute notre politique. Il éclaire notre stratégie des grèves, dont l'efficacité dépend d'une politique d'ensemble de front unique de classe. Il montre que l'efficacité dans la lutte des classes quotidienne dépend de la perspective politique que l'on se fixe. Il relie les luttes des prolétaires français à la lutte des classes internationales.

Le manifeste de l'O.C.I. affirme qu'elle lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction d'un parti révolutionnaire en France sur la base du programme de fondation de la IV^e Internationale. La parution de ce manifeste qui constitue l'O.C.I. est partie intégrante du développement de la lutte des classes. Elle résulte de l'activité des trotskystes dans la lutte des classes qui leur a permis de construire une

organisation qui peut désormais se fixer comme tâche politique, et non plus historique, ces objectifs. Elle résulte des nouveaux rapports qui se développent au sein du mouvement ouvrier. La constitution de l'O.C.I. est devenue également nécessaire car l'offensive contre le mouvement ouvrier exige que le combat soit engagé sur tous les fronts de la lutte des classes, que la lutte politique quotidienne soit intimement reliée à celle pour la défense de l'essence des conquêtes du mouvement ouvrier, le marxisme. La tâche de l'O.C.I. est de construire un parti bolchevique en France avec tout ce que cela implique.

Mais l'O.C.I. a une fonction irremplaçable. Nul ne peut à sa place être le moteur de la construction du parti révolutionnaire en France. Nul ne peut à sa place alimenter, théoriquement, politiquement, organisationnellement, le processus de reconstruction du mouvement ouvrier, de sa conscience de classe. Nul ne peut à sa place animer la lutte pour le front unique de classe. C'est bien pourquoi, à partir d'une plateforme de défense de la classe ouvrière, sans , il lui est possible d'organiser, de regrouper des militants, même s'ils n'acceptent pas encore l'intégralité du programme de la IV^e Internationale, à la seule condition que ce soit pour un combat réel sur une base de classe. Cela est vrai pour tous les secteurs de la lutte des classes : depuis la jeunesse, jusqu'à la lutte pour l'indépendance des syndicats.

La crise de la bourgeoisie française, qui n'est elle-même qu'une expression particulièrement aiguë de la crise du capitalisme mondial, la faillite et la trahison toujours plus cynique et éhontée de la social-démocratie et du stalinisme, les nouveaux rapports qui se manifestent au sein du mouvement ouvrier, l'existence de l'O.C.I. et la lutte qu'elle entreprend, font qu'aujourd'hui sont posés les fondements du parti révolutionnaire en France.

Stéphane JUST,

8 novembre 1966.

LE FASCISME A-T-IL UN AVENIR RÉEL AUX U.S.A. ?

par Tim WOHLFORTH

L'un des traits importants de la dernière série de démonstrations qui se sont déroulées dans la région de Chicago fut l'émergence d'un fascisme doté — au moins momentanément — d'une base populaire. Georges Lincoln Rockwell et son Parti Nazi Américain sont apparus comme étant plus qu'une clique de vieux maniaques. Presque tout le long des démonstrations organisées par les partisans de l'égalité des droits entre noirs et blancs, flottaient les banderoles portant la Swastika et les mots « Pouvoir Blanc ». Et Rockwell a été capable d'attirer une foule de 5.000 personnes à une réunion dans Marquette Park.

Cette explosion bruyante — même si elle est sporadique — de fascisme n'a laissé à Rockwell aucune base sérieuse parmi les ouvriers de la seconde génération et les jeunes petits bourgeois qui avaient marché derrière ses banderoles. Lorsqu'il a voulu manifester dans les quartiers noirs, ses partisans se sont évanouis. Il est douteux que tout ce tapage ait permis à Rockwell de développer sensiblement son organisation.

Ce serait donc une erreur que de donner trop d'importance à cette explosion fasciste. Les conditions économiques, politiques et sociales aux Etats-Unis ne sont pas encore assez mûres pour permettre le développement sérieux d'un mouvement fasciste, sans parler du triomphe du fascisme. Mais, en même temps, les événements de Chicago marquent l'éveil, l'éveil informe, du fascisme à notre époque.

L'ANALYSE DE TROTSKY

Dans le dernier article qu'il écrivit jamais, Trotsky explique à propos du fascisme, et en faisant référence précisément aux U.S.A. :

« L'analyse théorique et la riche expérience historique du dernier quart de siècle ont démontré toutes deux, avec une force égale que le fascisme est à chaque moment le dernier maillon d'un cycle politique spécifique composé des maillons suivants : la crise la plus grave de la société capitaliste ; la radicalisation de la classe ouvrière ; le développement de la sympathie pour la classe ouvrière et un désir de changement de la part de la petite-bourgeoisie rurale et urbaine ; l'extrême confusion de la grande bourgeoisie ; ses manœuvres lâches et traîtresses pour empêcher la montée révolutionnaire d'atteindre son apogée ; l'épuisement du prolétariat, la confusion et l'indifférence grandissantes ; l'aggravation de la crise sociale ; le désespoir de la petite-bourgeoisie, son désir de changement, la névrose collective de la petite-bourgeoisie, son empressement à croire aux miracles ; son empressement à accepter les mesures violentes ; le développement de l'hostilité à l'égard du prolétariat qui a trompé son attente. Telles sont les prémisses de la formation rapide d'un Parti Fasciste et de sa victoire. »

LES LEÇONS DE LA GRÈVE DES MARINS

par Michael

La grève des marins britanniques comporte de nombreuses leçons pour les militants syndicalistes. Le fait qu'il fut possible, par une action de la base à l'intérieur des syndicats existants, d'imposer un changement dans le syndicat et la lutte pour une politique plus combative est très important. Le fait que le plus réactionnaire de tous les syndicats, le seul qui interdit à ses membres de soutenir la Grève générale de 1926, fut le premier à entrer en lutte non seulement contre le patronat mais aussi contre le gouvernement, cela témoigne de la puissance d'une base militante. Mais le combat n'est pas terminé. Les marins devront se battre maintenant pour mettre complètement la droite à la porte et pour

l'empêcher de provoquer une nouvelle retraite. Pour cela ils devront obtenir la modification des statuts de leur syndicat afin d'écartier les permanents et empêcher qu'une grève puisse être déclenchée à l'avenir sans le soutien de la base. Ils devront se méfier des opportunistes et des stalinien à la Jack Dash qui a fait plus que personne pour assurer la défaite de la grève et dont le parti s'est montré tout à fait incapable de mener la bataille pour la défense des intérêts des marins. Ils devront surtout comprendre qu'ils ne peuvent se battre seuls et qu'ils doivent participer aux mouvements auxquels prennent part toutes les sections de la classe ouvrière, ainsi que les Young Socialists.

LE FASCISME A-T-IL UN AVENIR RÉEL AUX U.S.A. ?

(suite de la page 15)

CRISE

Nous ne traversons manifestement pas une période semblable. Mais en même temps, quelques-uns de ces facteurs apparaissent sur la scène américaine.

En particulier, les faiblesses inhérentes à l'économie américaine engendrent aujourd'hui une crise sociale qui se développe à travers le pays. Cette crise, non seulement pousse en avant les masses noires dont les conditions économiques se détériorent par rapport à celles du reste de la population, mais encore elle touche les ouvriers blancs et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie et particulièrement la jeunesse. Les jeunes blancs de Cicero — où Rockwell a trouvé de l'écho — doivent aussi faire face à l'insécurité économique et ils sont certainement mûrs pour « les mesures violentes ». L'absence de direction de la classe ouvrière est aussi sensible dans la situation présente, non parce que les travailleurs ont été épuisés ou battus, mais plutôt parce qu'ils commencent seulement à s'affirmer dans les luttes sur le lieu de la production. C'est une différence extrêmement importante par rapport à une situation pré-fasciste parce qu'elle signifie qu'à l'avenir le rôle positif du prolétariat se développera plutôt qu'il ne déclinera.

LE RACISME

Un autre trait important du succès temporaire de Rockwell a été son usage démagogique de la haine raciale comme moyen de canaliser les angoisses et les sentiments de frustration de la jeunesse blanche dans une direction réactionnaire, et non révolutionnaire. Alors que l'antisémitisme était aussi présent, c'est la chasse aux noirs qui a fourni la dynamite. On a dit démagogiquement au pauvre blanc que son insécurité est due à la concurrence que lui font les noirs, et non au système lui-même qui a les moyens techniques de garantir la sécurité de tous, noirs et blancs. Le fascisme de l'avenir pourrait fort bien se fonder sur la chasse aux noirs plutôt que sur l'antisémitisme.

LA PRESSE

Il faut aussi comprendre les relations qui unissent Rockwell à la classe dirigeante américaine. En vérité, toutes les forces

« respectables » ont répudié Rockwell et ses petites frappes fascistes. Mais les dirigeants américains ont encouragé subtilement son développement. Avant les marches organisées par Martin Luther King, la presse américaine, y compris le "New York Times", regorgeait d'articles mensongers et calomnieux sur le « Pouvoir Noir ». On y peignait les noirs comme exigeant la suprématie sur les blancs, comme cherchant à dominer les blancs, comme étant des racistes à l'envers, etc. Ainsi l'on peignait l'exploité, l'esclave comme cherchant à exploiter, à supprimer. Cette campagne a nourri le sentiment de « réaction blanche » que les noirs menaçaient les ouvriers blancs. Après avoir suscité cette « réaction », les politiciens, au Congrès, l'utilisent comme un prétexte pour différer le vote de la législation sur les droits civiques.

LES PERSPECTIVES

Au fur et à mesure que la crise s'approfondit aux U.S.A. nous pouvons nous attendre à voir de plus en plus d'explosions de forces fascistes et révolutionnaires. A leur manière, les dirigeants de ce pays ne cesseront d'encourager tranquillement leur croissance. En même temps, la classe ouvrière américaine jouera un rôle sans cesse plus grand dans les luttes qui mettront en cause ces dirigeants. Cela à son tour attirera les meilleurs éléments parmi les couches inférieures de la petite-bourgeoisie et parmi les travailleurs en semant la panique chez les autres.

A chaque pas la réaction soulèvera les problèmes raciaux pour semer la désunion dans la classe, pour dresser l'ouvrier contre l'ouvrier, pour détourner la colère du peuple des vrais responsables : les patrons et le gouvernement des patrons.

La seule réponse au fascisme, c'est la lutte autonome de la classe ouvrière. Cela exige une lutte constante et sans répit pour l'unité de classe, contre les divisions et les haines de race. C'est seulement ainsi que nous pourrions détruire le fascisme, cette bave immonde et visqueuse.

Tim WOHLFORTH.

LA GRÈVE DES MARINS : UN MOMENT DE LA MOBILISATION DE TOUTE LA CLASSE

Mais la grève des marins est importante pour nombre de travailleurs en dehors des marins eux-mêmes. Sa nature et son intensité ne furent pas seulement déterminées par le caractère réactionnaire des patrons et par l'esprit combatif des marins. La grève des marins n'a pas seulement reflété les problèmes économiques sur lesquels les marins se sont battus ; elle a reflété un certain stade du développement de la **lutte des classes** en Grande-Bretagne. Les forces en présence au cours de la grève dépassèrent de beaucoup celles d'un groupe de patrons et d'un groupe de travailleurs. Chaque stade du développement de la grève fut influencé par des forces qui dépassent de loin l'industrie maritime britannique. La grève a fait de la Grande-Bretagne l'arène de la lutte historique qui mène à la révolution socialiste et au renversement du capitalisme. Lorsque les marins ont frappé, à quelque degré qu'ils aient vu dans leur action la conclusion logique de leurs revendications particulières, ils ont frappé un coup dans la plus grande des luttes historiques entre le capital et la classe ouvrière. Cette lutte de classes ne se déroule pas seulement sur le front économique, mais aussi sur le front politique. A une époque comme la nôtre la lutte politique est prédominante. Toute lutte économique pose le problème du pouvoir d'état. Chaque syndicat est menacé de subordination à l'état capitaliste. Les marins furent poussés à se battre par les mêmes forces fondamentales qui poussent chaque travailleur à se battre. Mais ils se sont dressés contre des armateurs renforcés par le gouvernement travailliste et les pouvoirs de l'état. Ils se sont heurtés à des dirigeants de droite et à des permanents, un moment contraints de se lancer dans la grève, mais ensuite suffisamment renforcés par tout l'appareil bureaucratique du Trade-Union Congress (1) pour arrêter la grève sans consulter les adhérents du syndicat et contre leur volonté exprimée. Le gouvernement et la classe capitaliste ont considéré leur action face à la grève des marins comme un moment dans leur lutte pour imposer la dégradation des conditions de travail des ouvriers britanniques et châtrer leurs syndicats. L'économie capitaliste britannique a montré depuis l'élection d'un gouvernement travailliste en 1964 des signes manifestes de la crise insoluble à laquelle l'histoire la condamne. Les problèmes de l'industrie navale révèlent le malaise beaucoup plus profond qui mine l'économie tout entière et place l'économie britan-

nique dans une position d'extrême faiblesse pour faire face à la crise qui menace le monde capitaliste tout entier. Wilson a promis de développer les forces de la science et de la production au profit de tous, mais sans aucun empiètement sur l'économie capitaliste. Bien entendu cette politique n'a aucun rapport ni avec la réalité du capitalisme ni avec les luttes des travailleurs qui ont mis les réformistes au pouvoir. Cette politique n'a fait que refléter les intérêts étroits des sections bureaucratiques de la classe ouvrière qui soutiennent directement les dirigeants travaillistes. Dans la conjoncture donnée, les dirigeants sociaux-démocrates du Labour Party se sont prouvés incapables de promouvoir la prospérité universelle dont le boom des années 1950 aurait pu indiquer la possibilité. Le point crucial fut atteint lorsque toute concession réformiste devint impossible, lorsque la préservation du capitalisme entraîna la nécessité d'infliger des **défaites** à la classe ouvrière.

Wilson et son gouvernement, plus que jamais soutenus par la bureaucratie des syndicats et les gros bataillons des professions libérales et des classes moyennes, ont choisi la « politique des revenus » comme moyen d'accomplir leur tâche impossible. Les monopolistes et les banquiers ont compris que cette politique signifiait pour eux un taux de profit plus élevé et la défaite de la seule force capable de les en priver, les organisations de la classe ouvrière. Quelques sections de la classe capitaliste ont exigé que l'on mette les cartes sur table plus vite que la politique des revenus ne le permettrait ; les dirigeants du Labour et des Syndicats n'avaient, eux, nulle envie de mettre cartes sur table. Jusqu'à la grève des marins, seuls les marxistes disciples de Lénine et de Trotsky ont défini une ligne politique claire expliquant que chaque aspect de la politique des revenus et le « débat » qui l'entourait annonçaient de grands combats de classe. Toutes les autres tendances, de « gauche » comme de « droite » cherchaient en vain les aspects « positifs » ou « socialistes » de la politique des revenus qui exige l'égalité de sacrifice entre les capitalistes et les ouvriers, etc. Ces attitudes différentes reposent sur des conceptions différentes de toute cette époque et de la société dans laquelle nous vivons.

(1) Conseil National des Syndicats (T.U.C.).

LA PREMIÈRE DES GRÈVES POLITIQUES CONTRE L'ÉTAT BOURGEOIS

Les marxistes partent du fait que depuis le début de ce siècle le capitalisme est entré dans la phase ultime de son existence, la phase des guerres et des révo-

lutions, qui ouvrent l'ère du pouvoir de la classe ouvrière et de l'édification du socialisme. Les reculs ou les moments de stabilisation ne sont que temporaires

et ne font que préparer des explosions plus graves. Seule la construction d'une direction marxiste dotée d'une perspective **révolutionnaire** peut mettre en avant les intérêts de la classe ouvrière dans cette ère finale. Les tendances non-révolutionnaires peuvent obtenir des succès apparents dans les courtes phases de restauration capitaliste. Mais de telles phases connaissent nécessairement un terme. Le gouvernement travailliste de 1964 a marqué la fin des possibilités du réformisme à offrir une issue à la classe ouvrière; il a ouvert une période au cours de laquelle la classe ouvrière sera contrainte de se battre à travers une confrontation **politique** avec le capitalisme, une lutte de la **classe** tout entière, et non plus par une simple série de combats menés par des groupes particuliers de travailleurs contre des groupes particuliers de patrons.

La grève des marins a été la première de toute une série de grèves politiques qui caractérisent ce changement. Au cours de cette période les vieilles directions, stalinienne et social-démocrates, seront mises à l'épreuve et battues. Tous les groupes de protestation de « gauche » qui crient bien fort aussi longtemps que l'on n'a pas sorti les couteaux et qui alors pleurent « fidélité ! » et cherchent un abri sont bientôt mis à genoux et contraints d'opposer leur place réelle dans la lutte des classes et non celle qu'ils revendiquent. Une telle période est un défi capital jeté à la face du parti marxiste révolutionnaire, c'est-à-dire en Grande-Bretagne à la Socialist Labour League. Les trotskystes ne doivent pas alors seulement commenter de façon correcte les trahisons des directions traditionnelles, ils ne doivent pas seulement intervenir avec courage pour proclamer les intérêts généraux de la classe face aux trahisons opportunistes, mais ils doivent opposer un programme révolutionnaire et construire, au cours de la lutte pour ce programme, une direction de rechange pour la classe.

La grève des marins qui a ouvert cette période de grèves politiques caractéristique d'une situation pré-révolutionnaire a déjà mis en lumière le conflit entre toutes ces tendances. Ce ne furent pas seulement les marins et les armateurs qui prirent part à la grève des marins, mais l'ensemble des forces dont les relations doivent être définies avant que la classe ouvrière puisse rejeter ses vieilles directions et construire un mouvement uni derrière une direction révolutionnaire et prendre le pouvoir. Le capitalisme moderne ne continue à survivre que parce que la classe ouvrière subit l'étreinte de la crise interne de la direction. En se préparant à s'emparer du pouvoir la classe ouvrière ne peut pas simplement « unifier » toutes ses forces existantes avec les tendances existant à l'intérieur du mouvement ouvrier. Au cours de la lutte révolutionnaire la classe ouvrière triomphe de ceux qui la divisent et l'égarer et elle les rejette. Le combat qui permet d'y parvenir exige lui-même une direction fondée sur la théorie marxiste qui synthétise toutes les leçons et toute l'expérience de la lutte pour la révolution socialiste au cours de l'histoire. C'est pourquoi le combat des Young Socialists et de la Socialist Labour League contre le gouvernement travailliste et ses défenseurs, y compris les stalinien a été **l'élément essentiel, le facteur déterminant du combat engagé par la grève des marins.** La relation entre de tels combats et l'expérience que l'on y acquiert d'un côté et la lutte pour construire une direction révolutionnaire de l'autre est l'essence de la période dans

laquelle nous vivons. Cette direction peut être construite à travers des grèves telles que celles que les marins ont livrées; les grèves n'ont de sens pour les travailleurs en lutte que dans la mesure où s'y construit une direction révolutionnaire capable de se battre pour le pouvoir ouvrier. Le développement de la théorie marxiste en pratique ne peut s'effectuer qu'en relation avec les problèmes politiques fondamentaux et doit se réaliser par l'effort des membres de la classe ouvrière les plus dévoués, les plus militants et les plus avancés.

Le décret sur les prix et les revenus, c'est-à-dire la législation antisyndicale du gouvernement travailliste constitue la manifestation la plus importante des attaques perpétrées aujourd'hui contre la classe ouvrière. Les Young Socialists et la SLL ont été les premiers à avertir la classe ouvrière des dangers de cette législation et à organiser une campagne contre elle. Cette campagne a atteint un stade crucial en mai lorsque la grève des marins a éclaté parce qu'elle a confronté tous les problèmes qui se posent entre les deux classes, et non seulement le conflit entre la classe ouvrière et l'état capitaliste, mais aussi le conflit entre les intérêts révolutionnaires des ouvriers en tant que classe d'un côté et leurs directions traîtres de l'autre.

Les marins se sont battus en utilisant leurs organisations, malgré leurs dirigeants réactionnaires, contre leurs patrons, mais aussi **contre le gouvernement travailliste.** Ce fut la leçon la plus importante de la grève. La lutte de la classe ouvrière contre le réformisme et le capitalisme qui n'était que potentielle s'est ainsi étalée au grand jour. Cela a réfuté tous les révisionnistes et tous les sceptiques qui ont rejeté les luttes de la classe ouvrière comme base de leur politique. Les ouvriers d'un pays industriel avancé, de même que les combattants de la grève belge de 1961 et les mineurs français en 1963, sont entrés en action contre l'ennemi de classe et le gouvernement. En-dessous de toutes les apparences ce qui fut en jeu ce fut l'émergence sur la scène **politique** des travailleurs de ce pays capitaliste avancé et la possibilité ainsi offerte de réussir à construire une direction révolutionnaire à travers ces luttes. Tous ceux qui, depuis la Deuxième guerre mondiale, depuis les sociaux-démocrates de droite, jusqu'aux stalinien, et même jusqu'à certains individus qui usurpent le nom de « trotskystes » (les partisans du « secrétariat unifié » de Paris), tous ceux donc qui ont substitué les forces bureaucratiques et celles des classes moyennes à la classe ouvrière elle-même comme instrument de la révolution, tous ceux qui ont affirmé que le centre de la lutte contre le capitalisme se trouvait dans le monde colonial et dans l'économie de l'U.R.S.S., se sont inévitablement transformés en alliés, conscients ou incons-

LA LIBRAIRIE D'INFORMATIONS OUVRIÈRES

39, rue du Faubourg-du-Temple
(Métro Goncourt ou République)

EST OUVERTE TOUS LES JOURS

De 16 heures à 20 heures
Et le samedi de 15 heures à 20 heures

cients, du gouvernement travailliste et de la classe dirigeante dans cette grève. En se posant en sage conseillers, riches en belles phrases sur le caractère « juste » des revendications économiques des marins, ils ont en fait **combattu** les problèmes de **fond** qui se posaient aux marins et à la classe ouvrière dans son ensemble, à savoir la nécessité d'une stratégie révolutionnaire pour mener la lutte contre le gouvernement, stratégie qui prépare le pouvoir ouvrier.

Les opportunistes cherchent toujours à blâmer la classe ouvrière pour les conséquences de leurs propres trahisons. Même Wilson a exprimé sa « sympathie » avec les buts des marins, pendant qu'il travaillait à écraser leur grève. Les députés travaillistes de « gauche » ont, eux aussi, soutenu le bon droit des marins, ils ont critiqué Wilson lorsque ce dernier déclara qu'il s'agissait « d'une grève contre l'état », ils ont même donné quelques shillings au fond de grève, mais quelques jours plus tard ils votèrent tous en bloc les pouvoirs spéciaux... Le Parti Communiste a donné un vernis théorique à cette hypocrisie lorsqu'il a expliqué qu'il s'agissait d'une grève économique et non d'une grève politique, comme Wilson le disait. L'argument de fond pour justifier cette attitude fut que « quoi qu'en puissent penser les militants et les socialistes, les marins **étaient** isolés, les autres sections de la classe ouvrière **n'ont pas** engagé d'actions de solidarité, il devrait y avoir en fin de compte un compromis... etc. ». Bien entendu ces « adorateurs du fait accompli » ont décidé de ne pas se poser la question : une grève à 100 % parmi les marins n'a-t-elle pas de sens pour les futures luttes politiques de la classe ouvrière ? Le seul fait de poser cette question suffit à suggérer la réponse. L'entrée des marins en lutte témoignait de leur extrême cohésion. Y a-t-il une muraille de Chine entre eux et les autres travailleurs ? Peut-on vraiment supposer que la phrase « tous les marins en grève, personne d'autre en grève » représente le rapport des forces réel et la lutte réelle au sein de la classe ouvrière ?

Quelques dates de la grève des marins britanniques

15 mai minuit : Les marins se mettent en grève : ils réclament une augmentation de salaires, un allongement des congés payés et la semaine de 40 heures.

16 mai : Dans tout le pays les Young Socialists distribuent des tracts déclarant : « Travailleurs, la grève des marins est votre grève ! Elle intéresse tous les salariés ! »

Le soir, Wilson déclare à la télévision : « C'est une grève contre l'état. (...) Accepter les revendications des marins ce serait ouvrir une brèche dans notre politique des prix et des revenus. »

18 mai : Le secrétaire du syndicat des marins, Hogarth, déclare aux marins : « Je vous conseille de fourbir vos armes et de vous préparer à vous battre demain avec le gouvernement comme nous nous battons aujourd'hui avec les armateurs. » Quelques semaines plus tard, Hogarth reviendra sur ces propos et, le 6 septembre, reprochera au Trade Union Congress de ne pas avoir nié clairement qu'il s'agissait d'une grève contre le gouvernement !

23 mai : Le gouvernement travailliste se fait accorder les Pouvoirs Spéciaux pour briser la grève.

25 mai : Lobby organisé au Parlement par les Young Socialists : un millier de travailleurs y participent. 700 dockers de Merseyside font grève pour soutenir le lobby. Ils cherchent la jonction avec les dockers de Londres pour mener un combat commun avec les marins. La direction stalinienne des dockers de Londres

Non. A partir du moment où les forces d'inertie — la bureaucratie, la procédure, le conservatisme, les fausses fidélités — avaient été brisées, alors la possibilité d'une lutte à 100 % était ouverte. **Les mêmes forces qui ont provoqué cette rupture et déclenché la lutte des marins se retrouveront derrière les combats de l'ensemble de la classe ouvrière dans les prochains mois.** Telle était la réalité qui se profilait derrière la grève, derrière le conflit entre la bureaucratie et la base, entre le gouvernement travailliste et les syndicalistes et entre les différentes tendances politiques au sein du mouvement ouvrier.

Etant donné que les marins furent contraints de se battre seuls, sans le soutien des autres sections de la classe ouvrière, ils furent finalement renvoyés au travail par l'aile droite de leur Comité Exécutif, après avoir défié le gouvernement tout comme leurs patrons. L'insistance mise par le P.C. et d'autres sur les seuls aspects économiques de la grève fut, dans cette situation, **réactionnaire** et permit la victoire de l'ennemi. La grève se déroula sur la toile de fond d'une offensive déclenchée par la classe capitaliste contre les syndicats afin d'accroître le taux de profit pendant toute une période historique. On affirme que Wilson déclara aux dirigeants du syndicat des marins, qu'il était prêt à casser leur syndicat afin de briser la grève. Ce défi, tous les syndicalistes et tous les travailleurs devront le relever dans la période qui vient. Les Young Socialists et la SLL ont dirigé la campagne lancée contre cette attaque et contre la législation qui en est le support. Seules ces organisations se sont prouvées capables de proposer **en pratique** une politique qui permette aux travailleurs de l'emporter dans cette situation. La grève des marins a mis en lumière plus que jamais la vanité des autres tendances politiques qui prétendaient combattre pour les intérêts des marins et de la classe ouvrière dans son ensemble. Dans l'action les marins ont prouvé la nécessité d'une alternative révolutionnaire, une nouvelle direction, que les Young Socialists et la SLL sont en train de construire.

(Jack Dash, cité par la presse bourgeoise avec force éloges pour sa « modération ») utilise tous les moyens pour empêcher la jonction et saboter l'unité à la base entre dockers et marins.

26 mai : Le Gouvernement met sur pied la commission Pearson pour trouver un compromis sur le dos des grévistes.

14 juin : Pour empêcher la grève des dockers à Hull et Merseyside, les bureaucrates du syndicat des Transports (plus d'un million de syndiqués, secrétaire général : Frank Cousins) promettent aux travailleurs que le syndicat déclenchera dans les jours à venir une grève de solidarité, officielle, donc avec jour de grève payé. Les stalinien soutiennent cette « proposition » qui ne se réalisera jamais.

22 juin : Le P.C. organise un lobby du parlement auquel participent 900 travailleurs, dont une moitié de Young Socialists.

23 juin : Le syndicat des marins passe un accord avec un armateur qui accepte certaines revendications des marins (Townsend Ferries), brisant ainsi le front uni des grévistes.

28 juin : Dans un discours Wilson dénonce la grève comme un complot rouge.

29 juin : Par 29 voix contre 16, le Comité Exécutif du Syndicat des marins déclare que l'accord réalisé avec le patronat (48 jours de congé, et la semaine de 40 heures... dans deux ans) est bon et invite les marins, que personne n'a consultés sur cet accord, à reprendre le travail.

André Breton

ou

l'Honneur des Poètes

par Serge OBRÉON

La poésie n'est pas faite pour les chiens, mais parfois les chiens s'en emparent, et les cafards aussi, les sacristains et les faux-frères. C'est ce que l'on doit penser en lisant l'inqualifiable « littérature » dont nous a gratifié l'ensemble de la presse (quotidienne, hebdomadaire et spécialisée) lors de la mort d'André Breton, ce 28 septembre 1966.

Staliniens et bourgeois (1), bien que la palme revienne incontestablement aux premiers, ont fait chorus et entamé avec une belle ardeur l'escamotage sans nuance d'une œuvre et d'une vie qui, en tous points, s'étaient fait une règle de les combattre et de les stigmatiser ; l'escamotage et le désamorçage par l'accaparement au bénéfique, en somme, d'un soi-disant patrimoine national, d'une œuvre et d'une vie qui, superbement, surent être la négation même de l'idée sordide et réactionnaire de consécration et de patrie. Après les huées, les calomnies et les coups, l'encens des philistins et des renégats. Après le pilori, le panthéon des astres morts. Mais dites-le avec des fleurs et des larmes de crocodiles.

Au nom de ce qui fut leur jeunesse, de cette grande flambée de colère noire que fut le surréalisme des années vingt, un Aragon, un Sadoul, un Marcenac, faisant fi de ce qu'ils sont devenus — les thuriféraires stipendiés de Staline et de ses épigones — ont aujourd'hui l'indécence et le cynisme d'étaler dans les colonnes de **L'Humanité** et des **Lettres Françaises** le laissé pour compte de leurs bons sentiments et leurs simagrées de vieux drôles.

Si le guépéouiste Aragon est trop ému pour « ...dire ce que j'aurais aimé dire de l'ami de ma jeunesse, de ce grand poète que je n'ai jamais cessé d'aimer... », Marcenac, lui, donnerait plutôt dans le genre **qui aime bien châtie bien** : « ...tout s'était accumulé : l'injure, les cancanes, les coups mêmes, comme ce soir imbécile, à la Sorbonne, où Tzara parlait de la Résistance ; et il était venu pour interrompre, avec des mots et des cris que je croyais d'une autre époque, et qui l'étaient sans doute, après tout. Il a fallu le frapper au visage, pour le faire taire... ». Cette fois, le grotesque et l'énorme le disputent à l'ignoble. Il ne s'agit plus tant de travestir un fait connu que d'expliquer, vingt ans après : **malheureux, tristes et torturés que nous étions, d'être contraints de frapper un si grand poète. Ce qu'il en est de nous, pauvres victimes du douloureux devoir des vrais patriotes que nous sommes devenus.** Guignol, va !

Et puis n'oublions pas Sadoul, le chérubin cacochyme, qui se psychanalyse un brin : « ...Un père est un père. On peut, envers et contre tous, rompre avec lui, refuser longtemps de le rencontrer, l'injurier même (ce qu'Aragon et moi n'avons jamais fait, fut-ce pour rendre œil pour œil) mais il reste le père, qui nous donnera avec la vie une première et essentielle formation. »

Faut-il donc relire ce que ce même Sadoul écrivait dans **Europe** il y a treize ans : « ...une fois posée une adhésion au principe du matérialisme historique, il (Breton) jouait sur les mots. Le matérialisme historique devenait par le jeu d'une dialectique personnelle, un corbillon où l'on pouvait mettre (pour combler les vides laissés par Marx), la relativité, le freudisme, le trotskisme policier, le surréalisme, l'astrologie, les tarots, le Marquis de Sade et pas mal de conceptions du monde... »

Bon fils vraiment et plein de respect avec ça.

Décidément les hommes de plume du stalinisme ne nous

auront rien épargné. Si la servilité et la chienlit n'existaient pas, ce sont eux, sans doute, qui les auraient inventés.

« Mais il serait déraisonnable de s'indigner — estimait pour sa part André Breton, en 1941, dans une interview parue dans **View** — Je me suis demandé quelquefois s'il n'en allait pas de certains intellectuels comme de certaines femmes à qui la jeunesse seule confère ce qu'on appelle **la beauté du diable**, celle qui ne laisse après elle aucun vestige. Mais cette vue se révèle bien trop courte dès qu'on veut l'appliquer aux cas les plus marquants en matière de faillite individuelle plus ou moins complète... On n'aura rien fait tant qu'on n'aura pas étudié d'une manière toute clinique cette manie spécifiquement moderne (sans rien à voir avec le silence de Rimbaud) qui porte ces intellectuels à se déjuger radicalement, à renier d'une façon masochiste et exhibitionniste leur propre témoignage à se faire les champions de la cause la plus contraire à celle qu'ils ont commencé par servir avec quelque éclat. Etiologie, symptomatologie, etc., cette maladie demanderait à être décrite à la façon de toute autre maladie mentale... »

Nous ajouterons seulement qu'il serait selon nous souhaitable que l'examen clinique soit prolongé d'une dimension — disons de **nature sociale** — sur la propension des intellectuels petits bourgeois à se soumettre au fait accompli, à subir d'une façon très « pédérastique » la force évidente et réactionnaire de l'appareil, de tous les appareils.

*
**

LE SURRÉALISME MÊME

Il n'avance guère de dire que le surréalisme a bouleversé la sensibilité moderne et, là-dessus, d'en aller chercher la démonstration dans n'importe quelle vitrine de l'un de ces grands magasins qui servent de fourre-tout à la production en série. Au demeurant c'est à ce genre de constatations que se complait couramment le tout venant de la tourbe journalistique. Mais laissons là ces gens à jamais fermés à tout ce qui dépasse leur « sensibilité » mercantile.

Le surréalisme pour lequel « il s'agissait de remonter aux sources de l'imagination poétique, et, qui plus est, de s'y tenir » n'a rien à voir, il va de soi, avec une pléthore d'œuvres, d'entreprises, de manifestations dont on s'empresse de lui attribuer la paternité.

Navire de haut bord construit pour affronter le grand large des images et de toutes les révoltes pour cingler vers l'inconnu de la liberté, vers la liberté de l'inconnu, le surréalisme, et en particulier l'œuvre de Breton, se sont fait de leur rôle et de leurs mobiles une idée à ce point exigeante qu'effectivement le public — au sens le plus large du terme — est bien loin d'en avoir fait siennes toutes les arcanes. Que l'on édite aujourd'hui André Breton dans le livre de poche n'y change rien et ne saurait signifier que la poésie de Breton soit — ou devienne — populaire. Certes non et j'ajouterai fort heureusement car il faudrait quand même s'entendre sur les mots. En ce domaine que veut dire **populaire** sinon l'acrobatie (la complaisance) démagogique qui consiste à faire prendre des vessies pour des lanternes. Le bout rimé, la prière, le yé-yé, la chansonnette.

les yeux d'Elsa... Et, en dernière analyse, force nous est de constater que la poésie populaire (ou facile ou de plain pied avec la rengaine immédiate du langage commun) — telle que d'aucuns la pratiquent et l'exploitent — est à la poésie véritable, celle d'un Rimbaud ou d'un Breton, ce que la vulgarisation scientifique et le **Reader Digest** sont à la science même, c'est-à-dire une escroquerie triviale, une insulte et un mépris avoué à la fois pour la science (ou la poésie) et pour le public auquel cet ersatz se trouve destiné. D'ailleurs ce terme de vulgarisation dit bien ce qu'il veut dire. Non, Breton n'est pas un vulgarisateur ni un charlatan. Il faudra s'y faire. A commencer par ses lecteurs. L'auteur de **Forêt Noire** et de l'**Union Libre** nous aura prévenu :

« Après toutes les déceptions qu'elle m'a déjà infligé — écrit-il dès 1924 — je tiens encore la poésie pour le terrain où ont le plus de chance de se résoudre les terribles difficultés de conscience et de la confiance, chez un même individu. C'est pourquoi je me montre, à l'occasion, si sévère pour elle, pourquoi je ne lui passe aucune abdication. Elle n'a de rôle à jouer qu'au delà de la philosophie et par suite elle manque à sa mission chaque fois qu'elle tombe sous le coup d'un arrêté quelconque de cette dernière. On croit communément que le **sens** de ce que nous écrivons, mes amis et moi, a cessé de nous préoccuper, alors qu'au contraire nous estimons que les dissertations morales d'un Racine sont absolument indignes de l'expression admirable qu'elles empruntent. Nous tentons peut-être de restituer le **fond** à la forme et pour cela il est naturel que nous nous efforcions d'abord de dépasser l'utilité pratique. En poésie nous n'avons guère derrière nous que des pièces d'inconstance... » (Les Pas Perdus). Un quart de siècle plus tard, Breton confirme sa position :

« ...L'acte d'amour et l'acte de poésie sont incompatibles
Avec la lecture du journal à haute voix. »

(Sur la route de San Romano.)

*
**

C'est Jules Monnerot qui l'a écrit : « Si je dis que les surréalistes ont appris à quelques-uns ce que c'est que le sérieux pour un homme qui écrit, je ferai peut-être rire, mais il n'importe, ce n'en est pas moins exact... »

Pour s'en convaincre, il nous suffit de relire le texte des **Entretiens** d'André Breton (1913-1952). Outre ce « sérieux » dont il nous faut bien remarquer qu'il n'a pas fait tellement de ravages chez ceux qui, encore aujourd'hui, prétendent à l'acte d'écrire, des **Entretiens** portent témoignage de cette autre « dimension » rare elle aussi, d'André Breton et qui a nom fidélité.

Fidélité à un choix premier fait de haut vol, de lucidité, de certaine ferveur et de l'audace intellectuelle la plus rigoureuse. Intraitable. Oui, Breton le fut. En des temps où le fait d'écrire se voyait ravalé par la plupart à l'exercice alimentaire quand ce n'était pas au faux témoignage permanent. Depuis plus de quarante ans sur la brèche, depuis la guerre du Rif jusqu'à celle d'Algérie, en passant par Février 1934, les procès de Moscou, la guerre d'Espagne et la Révolution hongroise, Breton n'a jamais hésité à élever la voix, car le fait, pour lui, de ne pas pratiquer la poésie du **suffrage universel** n'a jamais signifié pour autant qu'il allait se réfugier dans la tour d'ivoire des mangeurs de livres, hors du temps, de l'espace et de la lutte des hommes. Les surréalistes, et plus que tous parmi eux, André Breton, ont affronté, avec les moyens qui étaient leurs, sinon toujours résolu, quelques-uns des problèmes fondamentaux qui se trouvent posés aux artistes qui se veulent révolutionnaires non seulement dans leur art, dans la vie, mais dans la société. Le surréalisme, ses violences, ses scandales, son « extrémisme », son écriture automatique, son amour fou, sa vague de rêves, son humour noir, sa volonté de « changer la vie », son miroir merveilleux, son revolver à cheveux blancs, son érotisme étoilé, ses manifestes, ne sont pas sortis tout armés de la tête de Breton ou d'un autre. Il fut, **dans le domaine qui est le sien**, l'expression la plus exacerbée qui soit de la crise de l'humanité. Son mal de vivre, ou plutôt son refus de mal vivre, d'accepter le lot proposé, participait à sa manière à la condamnation sans appel d'un

monde, à la lutte ouverte contre les conditions de moins en moins acceptables de l'existence en cours.

Ce faisant, il ne pouvait pas ne pas être amené à tenir grand compte du combat politique qui se menait, de la lutte gigantesque engagée dans le sillage de la révolution d'Octobre. Il l'a fait. Honnêtement. Avec ce qui était ses moyens, son vocabulaire, sa dynamique. « La Révolution d'abord et toujours ! » titrait un tract surréaliste en 1925.

A distance il apparaît d'ailleurs qu'un mouvement comme le surréalisme ne pouvait donner toute sa mesure, tenir haut la barre poétique sur son époque et aller de l'avant que pour autant que la Révolution, elle aussi, allait de l'avant. Et si, à partir d'une certaine date, un début d'ankylose, un essoufflement, des répétitions et des tics se font jour, la responsabilité n'en incombe pas tant aux surréalistes qu'aux conditions objectives environnantes qui ne se font pas faute de les déterminer.

« Que voulez-vous, Lambert, je ne pouvais pas me sauter par-dessus la tête » devait déclarer un jour André Breton à notre camarade.

C'est un fait. La lutte des classes demeure le moteur de l'Histoire. Et il n'est pas une seule superstructure qui puisse lui échapper. La trahison, la contre-révolution s'étant installée aux leviers de commande du premier état ouvrier, le stalinisme et le réformisme se relayant dans la tâche de meilleurs garants de l'ordre bourgeois dans le monde, un mouvement tout entier tourné vers le devenir révolutionnaire comme le surréalisme ne pouvait qu'être stoppé dans son processus.

*
**

Ce qu'il advint depuis lors du surréalisme qui se voulait participant actif à la révolution, dans une époque de crise du mouvement ouvrier et de la direction révolutionnaire, ne doit pas nous faire oublier qu'il fut la seule tendance « artistique » **sérieuse** de l'entre deux guerres à s'être voulue « au service de la révolution ». La guerre, d'une part, le stalinisme, d'autre part, et son application à fausser toutes les valeurs se complétaient et s'unirent pour raréfier au maximum l'air nécessaire aux artistes qui entendaient s'affirmer à la fois en tant qu'artistes et que révolutionnaires.

Soulignons encore que la crise de la IV^e Internationale porte, elle aussi, la responsabilité d'un climat à la fois de carence, de dérive et de démoralisation qui ne pouvait que favoriser certaines erreurs, certains manques, certaines défaillances. On peut critiquer telle ou telle prise de position de Breton et de ses amis au cours de ces vingt-cinq dernières années, on doit les restituer dans leur contexte.

Le surréalisme ne pouvait par lui-même — y compris pour lui-même — pallier seul l'absence d'une direction révolutionnaire mondiale digne de ce nom. Ce qui, d'un côté, prouverait, s'il en était besoin, combien une authentique Internationale fait défaut et pas seulement à la classe ouvrière et, d'un autre côté, permet de toucher du doigt à quel point le prolétariat, seule classe progressiste de l'humanité, en se libérant libérera l'ensemble de la société.

Le **Manifeste de Mexico** pour un art révolutionnaire indépendant ne saurait s'incarner dans des œuvres fortes (car c'est quand même bien **aussi** d'œuvres dont il s'agit et pas seulement de déclarations !) qu'autant que le **Programme de Transition** s'incarnera dans une avant-garde ouvrière organisée en partis et en Internationale communistes. De cela, les trotskystes que nous sommes en demeurant persuadés.

Ce n'est pas seulement un fait du hasard qu'un homme de la stature d'André Breton ait écrit sa dernière œuvre de **fond** (Arcane 17) en 1944. Ailleurs, avant et autrement, ce n'est pas pour rien que Maïakovsky s'est suicidé. Je cite Maïakovsky car je le tiens, avec André Breton, pour le plus important poète révolutionnaire de ce demi-siècle. Aussi pour ajouter que la formule (elle est de Breton) selon laquelle il se serait « suicidé au refus du passeport qui lui eût permis de suivre hors de Russie la femme qu'il aimait » — **ce qui est vrai** — n'est pas satisfaisante ou plus exactement n'est pas suffisante, car, à la limite, elle peut laisser signifier (je ne crois pas que Breton le pensait) que si la femme qu'il aimait était demeurée en

Russie, Maïakovsky se serait accommodé du stalinisme (ou le stalinisme triomphant d'un Maïakovsky égal à lui-même). Ce qui resterait quand même à démontrer.

LE MANIFESTE DE MEXICO

Le 25 juillet 1938, André Breton et Léon Trotsky publiaient, sous la signature de Breton et de Rivera, le texte connu sous le nom de **manifeste de Mexico**, appel pour un art révolutionnaire indépendant. On y pouvait lire :

« L'art véritable, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de variations sur des modèles tout faits mais s'efforce de donner une expression aux besoins intérieurs de l'homme et de l'humanité d'aujourd'hui, ne peut pas ne pas être révolutionnaire, c'est-à-dire ne pas aspirer à une reconstruction complète et radicale de la société, ne serait-ce que pour affranchir la création intellectuelle des chaînes qui l'entravent et permettre à toute l'humanité de s'élever à des hauteurs que seuls des génies isolés ont atteints dans le passé. En même temps, nous reconnaissons que seule la révolution sociale peut frayer la voie à une nouvelle culture. »

« La révolution communiste n'a pas la crainte de l'art. Elle sait qu'au terme des recherches qu'on peut faire porter sur la formation de la vocation artistique dans la société capitaliste qui s'écroule, la détermination de cette vocation ne peut passer que pour le résultat d'une collision entre l'homme et un certain nombre de formes sociales qui lui sont adverses. Cette seule conjoncture, au degré près de conscience qui reste à acquérir, fait de l'artiste son allié prédisposé. »

« Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur. »

« Le but du présent appel est de trouver un terrain pour les tenants révolutionnaires de l'art, pour servir la révolution par les méthodes de l'art et défendre la liberté de l'art elle-même contre les usurpateurs de la révolution. »

Nous avons tenu à citer longuement ce texte dont on parle encore parfois aujourd'hui et dont les termes méritaient d'être remis, noir sur blanc, sous les yeux du lecteur de 1966. Les rapports de l'art de la révolution n'ont jamais été aussi clairement définis. **Théoriquement** la cause est entendue. **Concrètement** les artistes révolutionnaires sont tout de même appelés à tenir compte du fait que la reconstruction de l'Internationale est encore devant nous et qu'il ne sert à rien de pratiquer par sommations au monde ou à ses pairs.

De l'intérieur, des changements qualitatifs s'affirment mais qui n'ont pas encore vertu de faire table rase de quinze ans d'une lutte ouverte qui ont vu éclater l'Internationale fondée par Trotsky. C'est de la capacité des révolutionnaires regroupés au sein du Comité International de s'intégrer réellement, peu à peu, à travers la lutte de classes, en tant que direction révolutionnaire du prolétariat mondial, que dépendra à la fois le renouveau de confiance dans la révolution socialiste des couches non prolétariennes et leur ralliement à un combat qui seul, en définitive, leur permettra d'échapper au ghetto stérilisant auquel les condamne la société bourgeoise décadente.

Quoi qu'il en soit ce fut et ce demeure un des mérites d'André Breton, en des temps particulièrement sombres qui voyaient triompher parallèlement, sur l'Europe les dictatures fascistes et, à Moscou, le sanglant Thermidor de la bureaucratie, d'avoir proclamé avec Léon Trotsky la nécessité de : « L'indépendance de l'art — pour la révolution — », et de « la révolution — pour la libération définitive de l'art ».

Cela du moins reste acquis. Même si tout reste à faire.

L'AVENIR LE DIRA

Rompant avec le tissu d'énormités que nous prodiguait alors la presse de tous bords, en cette fin de matinée du 1^{er} octobre 1966, où l'on enterrait André Breton dans ce cimetière des Batignolles où se pressait peut-être un millier de personnes, sous un ciel bas d'automne qui menaçait de pluie, la dignité et la tristesse sans phrases auront seules présidé à ce dernier acte d'une existence qu'il est de droit de qualifier d'exemplaire.

Pour ceux qui auront appris à lire la poésie dans la foulée des **manifestes du surréalisme** c'était l'un des rares hommes qui surent nous « donner à voir » qui gisait là. La liberté, l'amour, la poésie, ce fut avant tout en ces termes qu'André Breton s'était reconnu. Ce dont toute son œuvre témoigne.

Prosateur admirable, auteur de livres au timbre unique, comparables à nul autre, et qui depuis quarante ans ne cessent d'instruire devant la conscience de ce temps le procès jamais clos de l'imaginaire et du réel, de l'état de fait et du possible, de la veille et du rêve, du désir sans frontière et de la revendication permanente, André Breton aura tenu cette gageure d'occuper durant ces décennies l'un des avant-postes de l'esprit humain.

« Transformer le monde » a dit Marx, « Changer la vie » a dit Rimbaud, ces deux mots d'ordre, pour André Breton, n'en faisaient qu'un. On pourrait bien sûr discuter à perdre haleine pour savoir s'il peut y avoir simultanéité ou non de ces mots d'ordre et, sinon, par quel bout il convient de s'attaquer à la réalité qui nous échoit. Je n'ouvrirai pas là un tel débat, dont, en fait, se sont nourries toutes les grandes crises du surréalisme et à partir duquel se sont cristallisées les plus graves discussions, les ruptures les plus spectaculaires et les plus décisives.

Tout simplement, si demain la révolution prolétarienne parvient à ses fins, parvient à jeter de façon radicale les bases du socialisme et, partant, à modeler enfin le monde à hauteur de cette « liberté couleur d'homme » qu'appelait Breton, l'œuvre toute de lucidité et de passion du poète de Najda aura sans coup férir la place qui lui revient — une des premières — dans la tête et le cœur des hommes.

« La poésie se fait dans un lit comme l'amour
Ses draps défaits sont l'aurore des choses... »

18 octobre 1966.

S. OBREON.

(1) Une fausse note cependant, qu'il est permis de relever, un cri du cœur plutôt — et qui, lui, a le mérite d'être sincère — celui du triste sire de Boisdeffre qui, nécrophage de service des "Nouvelles Littéraires" du 6 octobre, dans un article intitulé « Saint André Breton », ne peut se retenir d'étaler sa hargne d'épiciers besogneux aux prises avec ces « beautés convulsives » que sut merveilleusement libérer le surréalisme. Mais l'épiciers ne perd pas le nord et nous indique de suite le tiroir-caisse : « On aperçoit deux pôles essentiels : le rêve métaphysico-politique, vécu comme une passion, et l'amour fou. C'est de ce dernier côté, semble-t-il, que les plus beaux textes émergent : de l'Union Libre à Arcane 17. Du Facteur Cheval à l'Ode à Charles Fourier. Ce sont eux que j'ai retenus pour mon Anthologie de la poésie française (?)... » — O sardines, vermicelles, légumes secs et vanille en solde !... O Rimbaud, si c'est bien de ce Boisdeffre-là dont on fait les cercueils, tout l'avenir est aux cloportes.

*Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation
révolutionnaire, une arme :*

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Paraît tous les mois sur 16 pages
(accompagné d'un supplément hebdomadaire
ronéotypé)

ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément
ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

André Breton :

La Révolution d'Octobre

Contre vents et marées, je suis de ceux qui retrouvent encore, au souvenir de la Révolution d'octobre, une bonne part de cet élan inconditionnel qui me porta vers elle quand j'étais jeune et qui impliquait le don total de soi-même. Pour moi, rien de ce qui s'est passé depuis lors n'a complètement prévalu sur ce mouvement de l'esprit et du cœur. Les monstrueuses iniquités inhérentes à la structure capitaliste ne sont pas pour nous scandaliser moins aujourd'hui qu'elles ne faisaient hier, aussi n'avons-nous pas cessé de vouloir — autrement dit d'exiger de nous-mêmes — qu'y soit mis un terme. Pour cela, nous ne doutons pas plus qu'alors qu'il faille en passer par des moyens **révolutionnaires**. Les journées d'octobre, en leur temps, nous sont apparues et elles nous apparaissent encore comme la résultante inéluctable de ces moyens. Rien ne peut faire qu'elles n'aient marqué le **point d'impact** dans le passage du plan des aspirations à celui de l'exécution concrète. A cet égard, rien ne peut faire qu'elles ne demeurent exemplaires et que retombe l'exaltation qu'elles portaient.

Cela, **sans préjudice de ce qu'il est advenu par la suite**, c'est ce qu'il importe que nous reconnaissons toujours. Au plus noir de la déception, de la dérision et de l'amertume — comme à l'époque des procès de Moscou ou de l'écrasement de l'insurrection de Budapest, il faut que nous puissions reprendre force et

espoir dans ce que les journées d'octobre gardent à jamais d'électrisant : la prise de conscience de leur pouvoir par les masses opprimées et de la possibilité pour elles d'exercer **effectivement** ce pouvoir, la « facilité » (l'expression est, je crois, de Lénine) avec laquelle les vieux cadres craquaient. Pour ma part, j'ai toujours regardé comme un talisman cette photographie que d'aucuns auraient tant donné pour faire disparaître et que les journaux reproduisent en raison de la commémoration actuelle, qui montre Lénine penché sur son immense auditoire, d'une tribune au pied de laquelle se dresse, en uniforme de l'armée rouge, comme assumant à lui seul la **garde d'honneur**, Léon Trotsky. Et ce même regard, celui de Léon Trotsky, que je retrouve fixé sur moi au cours de nos quotidiennes rencontres il y a vingt ans au Mexique, à lui seul suffirait à m'enjoindre depuis lors de garder toute fidélité à une **cause**, la plus sacrée de toutes, celle de l'émancipation de l'homme, et cela par delà les vicissitudes qu'elle peut connaître et, en ce qui l'a concerné, les pires dénis et déboires humains. Un tel regard et la lumière qui s'y lève, rien ne parviendra à l'éteindre, pas plus que Thermidor n'a pu altérer les traits de Saint-Just. Qu'il soit ce qui nous scrute et nous soutient ce soir, dans une perspective où la Révolution d'octobre couve en nous la même inflexible ardeur que la Révolution espagnole, la Révolution hongroise et la lutte du peuple algérien pour sa libération.

(Message envoyé au meeting organisé par le P.C.I. pour le quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre et publié dans « La Vérité » du 19 novembre 1957.)

A lire :

MICHEL VARGA

OU VA L'U. R. S. S. ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

A lire :

SERGE SIMON

LA GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

(20 DÉCEMBRE 1960 - 20 JANVIER 1961)

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,75 F

Une revue partisane bien courtisane

par Claude CARVIN

Le numéro spécial de « Partisans » (n° 32-33) d'octobre-novembre 1966 porte le titre « Sexualité et répression ». Dans ce numéro, nous apprenons en outre par la plume de François Maspero que sa revue possède une « nature quasi maudite ».

« Nous nous sommes expliqués longuement là-dessus, poursuit-il : pro-chinois pour les uns, stalinien pour les trotskystes et tutti quanti... Le travail n'est pas facile à mener dans ces conditions, au milieu des naïves tentatives de noyautages groupusculaires. »

« Partisans » se transforme. Désormais il n'aura plus que des numéros spéciaux. François Maspero continue : « Nous supprimerons toutes les parties annexes, telles que chroniques (les exigences de l'actualité — il faut absolument ce mois-ci parler de... — sont de terribles leurres avec les moyens que nous avons), rubriques diverses, librairie partisane, etc., pour nous concentrer sur des sujets préparés très à l'avance, tout en faisant appel à des collaborations plus larges sur le plan international surtout... »

Il est vrai qu'il y a longtemps que « Partisans » cherche sa voie. Quand on relit la collection de « Partisans », on ne peut que s'amuser de voir l'éclectisme des articles. Par exemple, Jean Baby écrit dans le n° 17 (octobre-novembre 1964) : « De toutes façons, il reste que Maurice Thorez comme Palmiro Togliatti ont été les principaux organisateurs et animateurs de deux grands partis qui ont de lourdes responsabilités dans le mouvement révolutionnaire. Quelles que soient leurs imperfections, ces partis sont intégrés à la vie nationale ; ils représentent toute l'espérance de la révolution, aussi bien en Italie qu'en France. »

C'est cela sans doute que François Maspero appelle une critique révolutionnaire de gauche. Il est vrai que, dans ce même numéro, l'éternel second de la revue, Emile Copfermann, lui, n'hésite pas à définir la place de « Partisans » dans la lutte des classes. Page 4, il nous claironne (on est de gauche ou on ne l'est pas) :

« Nous le regrettons mais nous refusons de suivre cette nouvelle majorité référendère, mais nous refusons de nous soumettre au modern' style politique, à ses clubs, commissions, à ses arbitres aussi... »

Voilà qui est bel et bon, seulement, ensuite Emile Copfermann clarifie ses idées : « Le manifeste des 121 fut à sa façon une prise de conscience, limitée certes, mais qui suppléait à sa façon l'absence d'initiative des organisations syndicales et politiques ouvrières. »

Cette citation présente quelque intérêt. Nous voyons poindre — enfin ! — les opinions du secrétaire de rédaction de « Partisans ». Certes, il y a longtemps que nous savons qu'Emile Copfermann ne dédaigne pas à l'occasion de se produire dans « Les Lettres Françaises » (« revue » sans rivages, il est vrai), il y a longtemps aussi que nous connaissons son mépris pour les « groupuscules trotskystes », mais le passage en question nous rappelle à une autre réalité. Voyons sa démarche : Primo, il est bien connu que les organisations syndicales et politiques ouvrières ne font rien (c'est la faute des ouvriers). Secundo, quelques intellectuels comme Sartre, Copfermann et Maspero (l'amalgame n'en est pas un, comme nous le verrons plus loin) ressentent viscéralement que quelque chose ne va pas. Alors ils rédigent une proclamation à la bonne conscience des citoyens. Comme disait Sartre, c'est une solution magique. Si vous n'arrivez pas à ouvrir une porte et que vous vous

énervez, donnez donc un grand coup de pied dedans. La porte reste fermée, mais cela vous soulagera. Vous vous serez libéré. En revanche, ces protestataires ne feront jamais rien pour tenter de construire une organisation révolutionnaire qui pourra passer « des armes de la critique à la critique des armes ». Non, on est existentialiste ou on ne l'est pas, on est phénoménologue ou bien l'on est marxiste. Il est vrai que la construction d'une organisation révolutionnaire est semée d'embûches et qu'il est plus facile de colloquer et de protester. Comment d'ailleurs oseriez-vous affirmer que ces gens sont les flancs-gardes du stalinisme, eux qui hurlent si fort ?

Emile Copfermann note que « sans doute, le poids décisif viendra et ne peut venir que du mouvement ouvrier : nous ne nous leurrerons pas sur l'importance de notre rôle (bravo !), mais nous ne le sous-estimons pas non plus. Dans la période actuelle de dilution idéologique, des noyaux comme le nôtre peuvent agir efficacement. Si Emile Copfermann était un peu plus marxiste, il essaierait plutôt de nous expliquer ce qu'est la dilution idéologique. Peut-être est-il pour la défense du marxisme ? Mais le marxisme, théorie pratique et médiatisée dans et par l'organisation révolutionnaire intervenant dans la lutte des classes, c'est autre chose qu'un simple rafistolage idéologique. »

« Des noyaux comme le nôtre peuvent agir efficacement » et, poursuit-il, « à la condition qu'entre "Partisans" et ses lecteurs s'établissent des liens étroits. »

Il est vrai que la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme libère des militants qui recherchent confusément une voie vers la Révolution, mais ce qu'il faut leur offrir c'est une organisation luttant pour la révolution prolétarienne et non un chaos d'éclectisme et d'impressionnisme petit-bourgeois.

La capitulation de l'équipe de « Partisans » s'est exprimée de diverses manières.

D'une part, par la surestimation du rôle des directions nationalistes dans la voie de la construction du socialisme. « Partisans » s'est fait tour à tour le porte-voix du castrisme, du ben bellisme et du maoïsme. Il s'intéresse beaucoup au problème de la guérilla, ébahi devant les mouvements nationalistes, mais n'offre pas de perspectives aux militants contre leur propre bourgeoisie, car pour cela il serait obligé de rompre avec cette « gauche » française qui se nourrit des miettes tombées de la table du Parti Communiste Français.

Un des tests qui permet de juger « Partisans » fut l'opération Mitterrand. La « gauche » française eut un moment la velléité de critiquer cette opération, mais la véritable critique du choix de Mitterrand aurait entraîné cette gauche à rompre avec l'appareil stalinien et à œuvrer à la constitution du Front Unique. Tâche difficile s'il en est pour François Maspero. Son grand homme est Jean-Paul Sartre, sur lequel il modèle ses grandes options politiques. Sartre, ce grand critique du stalinisme qui, dans les instants critiques, sait taire son opposition... pour l'unité de la gauche, a écrit dans « Le Monde » entre les deux tours de scrutin pour appeler à voter Mitterrand.

Maspero ne pouvait décemment plus faire montre d'indépendance d'esprit. Des lecteurs ont cru un instant qu'il allait se battre ! Par bonheur, Maspero fait loyalement son autocritique. Elle vaut la peine d'être reproduite. Dans le numéro spécial « L'Amérique Latine en marche » (n° 26-27), on peut lire (page 100) :

« En manière d'autocritique »

« Des témoignages d'insatisfaction me sont parvenus à propos de mon article du numéro 1 du 1^{er} novembre de « Partisans » où je déplorais que la gauche française se soit laissée imposer François Mitterrand comme candidat unique. Toutes ces réactions ne me sont arrivées en fait qu'après la parution dans « l'Humanité », plus d'un mois et demi plus tard, d'un article me dénouant.

« A l'époque où j'écrivais — qui était celle où le choix venait juste d'être fait — j'avais voulu signaler combien regrettable pouvait être pour la gauche, pour notre gauche, une telle décision. Je pensais que le choix du ministre de la Justice des pires heures de la guerre d'Algérie (celle où l'on guillotinaient au nom de la République Française le militant communiste algérien Yveton) n'ouvrait pas de véritables perspectives pour un renouveau démocratique (souligné par nous). Je continue à le penser en voyant dans l'affaire Ben Barka remonter à la surface les mêmes personnages qui agissent dans l'enlèvement de Ben Bella — toujours sous le même ministère Mitterrand qui avait avalisé l'opération : que ne risquait-il pas d'avaliser demain ? Une autre voix, plus autorisée que la mienne, s'est élevée dans le même sens, dans le même temps, celle de Sartre dans « Les Temps Modernes ».

« Une fois énoncée cette contestation de base, j'ai eu le tort de croire que nous ne nous désolidarisons pas, pour autant ultérieurement d'une gauche dont nous faisons évidemment partie de façon absolument viscérale et que le vin étant tiré, nous accepterions une fois de plus de le boire avec les copains (souligné par nous). Ressortir un mois et demi plus tard, entre les deux scrutins, un article rédigé avant le déclenchement de la campagne, c'est en dénaturer le sens avec beaucoup de mauvaise foi. Je n'ai pas cru nécessaire de proclamer à tous les vents que je voterais quand même Mitterrand. S'il est normal que quelqu'un qui a l'influence de Sartre s'en explique dans « Le Monde », je ne me sentais pas assez de vanité pour m'étendre à nouveau sur mon point de vue personnel. Mais je ne pense avec avoir "trahi" la gauche. » F. M.

Nous sommes là devant un morceau d'anthologie de la capitulation. Primo, François Maspero apprend que la « gauche » française, en l'occurrence le Comité Central du Parti Communiste Français, vient de « choisir » François Mitterrand comme candidat aux élections présidentielles. Dans un moment de conscience, Maspero « s'étonne » que l'on ait choisi le bourgeois de service au moment de la répression en Algérie. D'ailleurs dit-il, j'étais couvert par Sartre.

Secundo, « l'Humanité » dénonce M. Maspero. En honnête oppositional, il aurait dû faire son autocritique ; il ne le fait pas, croyant que si Sartre l'avait fait dans « Le Monde », la Voix de son maître en était dispensée. Quelle erreur ! Quand on capitule, il faut boire jusqu'à la lie. D'ailleurs « nous faisons évidemment partie de façon absolument viscérale (de la gauche) et le vin étant tiré, nous acceptons une fois de plus de le boire avec les copains ».

La « gauche » représente tout cet éventail d'opposants à la direction du P.C.F. qui ne vivent que par rapport à elle, qui la critiquent dans les petites choses pour pouvoir trahir avec elle la classe ouvrière dans les grands moments. Il est vrai, et là nous serons d'accord avec lui — Maspero n'a pas trahi la gauche, il a tout simplement capitulé devant le stalinisme.

D'ailleurs cette autocritique suit un autre article de Maspero à propos de la Conférence Tricontinentale de La Havane où il déclare entre autres : « Cette conférence était profondément cubaine, car organisée par Cuba, à Cuba, elle a montré que ce petit pays de sept millions d'habitants continuait à se tenir comme auparavant au côté des peuples en armes. Fidel Castro l'a expliqué avec un grand courage dans son intervention de clôture que nous reproduisons dans ce numéro. Il est parfaitement normal dans ces conditions qu'il ait jugé bon de répondre avec brutalité aux critiques gauchistes (dont « Partisans » même s'était fait l'écho (Deuxième autocritique. Souligné par nous) qui l'ont accusé, avec le départ de « Che », d'abandonner son poste à l'avant-garde révolutionnaire. Plus que jamais, par le caractère concret et ouvert de son action révolutionnaire, le castrisme est un élément primordial pour l'avenir de la révolution. »

On est heureux d'apprendre que M. Maspero est solidaire des attaques de Castro contre le Programme de la IV^e Internationale. On est heureux d'apprendre que le texte de clôture de Castro soi-disant paru sans commentaires afin qu'il soit publié avant les Cahiers du Communisme a tout de même été commenté par Maspero.

La servilité et l'hypocrisie peuvent aller encore plus loin : dans le discours de clôture de Castro à La Havane, il y a une attaque contre Adolfo Gilly. Or Adolfo Gilly a été un collaborateur de la revue dans laquelle, en liaison avec la revue américaine « Monthly Review », il a écrit plusieurs articles. Adolfo Gilly a été arrêté à Mexico, le 19 avril 1966. Sans aucune pudeur, on pourra écrire dans le numéro 31, page 91, dans une note intitulée « Adolfo Gilly a été arrêté :

« Le Comité de Rédaction de « Partisans » exprime ici sa solidarité à Adolfo Gilly et aux révolutionnaires d'Amérique Latine. »

Sans commentaires !

*
**

Le Comité de Rédaction d'ailleurs, à cette époque, comprenait un membre de moins — Robert Paris, qui avait « décidé de se retirer du Comité de Rédaction de "Partisans" pour ne pas avaliser personnellement, dans notre numéro spécial, "L'Amérique Latine en marche", la publication du discours terminal de Fidel Castro à la Conférence Tricontinentale de La Havane » (n° 28). Dans ce même numéro d'ailleurs, paraîtra une lettre de P. Broue qui sera tout simplement censurée ! (vivent les prises de positions partisanses !)

Néanmoins, « Robert Paris continuera de collaborer régulièrement à la rédaction de "Partisans" » ! (n° 28).

Déjà auparavant un article pourtant pas trop méchant, signé du pseudonyme de John Knief dans le numéro 18 — Qu'est-ce que le socialisme ? — s'était vu attirer les foudres de Victor Pogorad, partisan de la thèse de la nécessité de l'accumulation primitive socialiste réalisée par les bons soins de la bureaucratie (n° 19). Dans le numéro 20, « Partisans » publie, sous la présentation euphémique : « Nous publions les extraits essentiels... », une lettre ultra-censurée de John Knief. Gageons que Knief ne participe plus depuis ce temps à cette revue.

Après ces différents autocritiques et reniements, il était dans la logique même de « Partisans » de publier un numéro spécial sur la Sexualité. C'est un domaine où l'on n'est pas obligé de prendre des options directement politiques. Néanmoins, ce numéro est dans la lignée d'une politique qui vise à trouver des substituts à la lutte des classes, soit en remplaçant le marxisme par une psychologie qui n'a de psychanalyste que le nom et dont nos adversaires psycho-sociologues sont friands, soit en proposant, comme Jean-Marie Brohm qui doit parfois rêver qu'il est marxiste à ses heures, la création d'une association de lutte contre la répression sexuelle. « Cette association, écrit-il, pourrait accueillir, outre les marxistes révolutionnaires, des représentants des sciences humaines, de la médecine, des lettres qui, en matérialistes, critiquent l'oppression de la femme. » Nous espérons que la présidente d'une telle association serait Simone de Beauvoir, qui semble tant impressionner Jean-Marie Brohm.

Plus loin, un certain Boris Fraenkel défend Wilhem Reich qui serait attaqué par des « trotskystes hyper ou infra-orthodoxes » selon lui, mais il en profite surtout pour nous faire remarquer : « On sait qu'Engels évolue de plus en plus, vers la fin de sa vie, dans le domaine de la théorie de la connaissance vers un positivisme matérialiste (métaphysique) s'éloignant de la véritable dialectique matérialiste. »

Il est très compréhensible que tout ce petit monde s'assemble contre le marxisme. Il est bien vrai que, comme le rappelait Emile Copfermann, « dans cette période de dilution idéologique (sic) notre revue "Partisans" a un rôle à jouer ». Ce rôle est d'établir un écran devant le marxisme afin d'empêcher une véritable critique de la société bourgeoise et de ses soutiens opportunistes. C'est pourquoi une des tâches des trotskystes est de démystifier le charlatanisme politique de « Partisans » qui ne constitue en fait qu'une opposition loyale au stalinisme.

Claude CARVIN.

''L'ANARCHISME''

de Daniel GUÉRIN

Daniel Guérin : L'Anarchisme. 192 pages. Collection Idées (1).

A peu près vers le temps qu'il abandonna toute activité militante, Guérin Daniel décida de dire adieu aux « vieilles lunes du socialisme autoritaire » pour se tourner vers les jeunes lunes, plus appétissantes, du socialisme libertaire auxquelles il dédia un ouvrage papelard : « **Jeunesse du Socialisme Libertaire** ». Le lecteur y apprendait que : « La Révolution de notre temps se fera par en bas ou ne se fera pas. » Critiquant « Lénine ou le socialisme par en-haut » et citant la diatribe de Bakounine contre la « bureaucratie rouge », Guérin proférait : « Ce fléau, nous n'en viendrons vraiment à bout, nous n'en délivrerons enfin le monde qu'en hâtant l'heure où s'opérera par l'exercice de la démocratie, par l'éducation, par l'autogestion la fusion, annoncée par Lassalle, de la science, de la conscience avec la classe ouvrière. » Cette démocratie, cette éducation, cette autogestion, comment se formeront-elles ? Par l'opération du Saint-Esprit ou de Saint-Cucufin, sans doute, car Guérin là-dessus gardait — et garde toujours — un silence résolu.

Considérant de toute évidence le parti comme un produit (et une cause) du « socialisme autoritaire », il ne peut en effet que se taire sur les moyens de parvenir à cette fusion. S'il aborde, d'ailleurs, le problème du parti, c'est pour féliciter Djilas et Collinet de « démontrer que la conception blanquiste du Parti formulée par Lénine, à partir de 1901, contenait au moins en germe le communisme totalitaire de l'ère stalinienne ». Passons sur la pitoyable confusion terminologique qui fait parler notre auteur de « **communisme** de l'ère stalinienne » : l'important est qu'il condamne le parti bolchevik comme contenant en germe le stalinisme, à la suite de n'importe quel Burnham ou Wolfe. La « synthèse entre le marxisme et l'anarchisme » que Guérin se targuait et se targue encore d'effectuer se réalise donc sur le dos du parti. Cela traduit l'horreur instinctive du petit-bourgeois pour l'organisation qu'il faut bâtir en bridant sa propre individualité, subordonnée aux besoins d'une lutte contre une classe qui ne vit pas au royaume de Perlimpinpin. Parler de « socialisme par en-bas » et de « spontanéité », cela promet beaucoup moins de tâches rebutantes.

Le dernier volume de Guérin, « **L'anarchisme** », est dans la lignée du précédent mais se présente sous une forme tout à fait différente : c'est un exposé théorique d'abord des grandes idées anarchistes, confrontées ensuite à quelques expériences historiques (la révolution russe, la révolution espagnole).

L'exposé de Guérin, étant fort clair, a le mérite de mettre l'accent sur un certain nombre de traits saillants de l'anarchisme qui n'apparaissent pas toujours clairement dans les bavardages confus et emphatiques des libertaires contemporains. Guérin commence par analyser en l'anarchisme une « révolte viscérale » et « l'horreur de l'état », soulignant ainsi l'aspect instinctif et individuel de l'anarchisme. Moins qu'une conception du monde, c'est à son origine l'expression exacerbée du refus par l'opprimé du monde où il vit, c'est-à-dire de la société capitaliste. L'anarchisme théorise ces réactions primitives en les généralisant : puisque le révolté refuse la discipline de l'usine capitaliste, de l'armée bourgeoise, il refuse toute discipline, donc tout parti, c'est-à-dire toute organisation centralisée destinée à mener la lutte contre un adversaire qui dispose lui-même d'organisations hautement centralisées (l'état et ses divers appendices : l'armée, la police, etc.).

Ce formalisme abstrait, Guérin le met involontairement en valeur dès les premières lignes qu'il consacre à l'état. Il écrit en effet : « Pour l'anarchiste, de tous les préjugés qui aveuglent l'homme depuis l'origine des temps, celui de l'Etat est le plus funeste. » L'état est donc un préjugé, c'est-à-dire une idée fautive et non pas le produit — et le facteur — réel d'un équilibre donné entre les classes d'une société déterminée. La définition de l'état comme une idée fautive entraîne logiquement le refus du parti comme organisation pour engager le combat contre l'état bourgeois : une idée fautive en effet se réfute par la propagande, par l'exemple, etc. De même pour les anarchistes, l'argent est un préjugé et non pas un instrument d'échange nécessaire à un stade donné de l'évolution des rapports de production : l'abolition de l'argent comme moyen d'échange dépend évidemment de cette évolution. Pour les anarchistes, il n'en est rien. Un décret de la volonté et voilà l'argent balayé de la surface de centaines de communes de l'Aragon... pour peu de temps.

Définissant les produits des rapports sociaux comme des idées, l'anarchisme est par essence un idéalisme et donc un utopisme qui projette sur le présent les formes délirantes d'un avenir qu'il anticipe, et tous les anarchistes consacrent une immense énergie à décrire l'organisation de la société future, de la société idéale dont ils rêvent pour satisfaire aux exigences de l'individu et qu'ils construisent en dehors de l'histoire.

Le lecteur le plus débonnaire ne peut manquer de sursauter lorsque, après avoir lu toutes les diatribes anarchistes contre l'état, ce « Léviathan », arrive page 79 à une petite note où Guérin lui parle de « Frederica Montseny, ministre anarchiste ». L'explication qu'il attend à bon droit lui sera refusée tout au long du livre. Constatant que « brusquement les anarchistes espagnols devinrent gouvernementalistes », Guérin n'y donne comme seule explication que les nécessités de la guerre contre le franquisme et escamote le problème par ces lignes : « La lugubre persévérance avec laquelle, ensuite, ils s'enfoncèrent ensuite dans l'erreur du **Frente Popular**, jusqu'à la défaite finale des Républicains, se situe en dehors du cadre de ce livre. » De même Guérin, après avoir résumé l'ouvrage de l'anarchiste Diego Abad de Santillan, « **El organismo economico de la Revolucion** », conclut par ces lignes : « Santillan occupera d'importantes fonctions dans la Révolution espagnole : il sera tour à tour membre du comité central des Milices antifascistes (fin juillet 1936), membre du Conseil Economique de Catalogne (11 août), ministre de l'Economie de la Généralité (mi-décembre) », et ne dit pas un mot sur la façon dont, à ces postes importants, Santillan chercha à « appliquer » ses idées. Cet oubli n'est pas gratuit ; tout comme l'attitude des anarchistes espagnols, entrés comme ministres du gouvernement bourgeois de Companys qui, « bien que disposé à s'effacer, fut maintenu en fonctions » grâce aux anarchistes tout-puissants en Catalogne, n'est pas une aberration due au hasard ou à des faiblesses individuelles.

Pensée idéaliste et utopiste, l'anarchisme s'adapte spontanément — il faut bien vivre ! — aux besoins de la bourgeoisie en passant du terrorisme au ministérialisme par l'intermédiaire du « syndicalisme pur » : à la traîne de la spontanéité des masses, l'anarchisme capitule lorsque les masses posent le problème de la révolution.

HISTOIRE DE LA GUERRE FROIDE

par André FONTAINE (1)

André Fontaine est chef de service au journal « Le Monde », le journal des bourgeois français dits sérieux et intelligents. Ses ambitions dans cet ouvrage sont à la mesure de son rôle. Son introduction nous apprend d'emblée qu'il dépasse les idéologies existantes : c'est-à-dire le libéralisme et le marxisme, « deux idéologies nées au XIX^e siècle, avant l'avion, l'atome, l'espace, l'information de masse, l'automatisation, la décolonisation et l'explosion démographique ». Et pourquoi

"L'ANARCHISME"

(suite)

Le mûrissement des conditions objectives de la révolution socialiste réduit de plus en plus l'anarchisme au rôle de fantôme historique. Guérin en donne la preuve involontairement : voulant souligner l'actualité de l'anarchisme, il en donne deux exemples : les conseils ouvriers en Yougoslavie et l'autogestion paysanne en Algérie : il n'a que **trois mots** à dire sur les conseils ouvriers hongrois et pas un seul sur les conseils ouvriers polonais d'octobre 1956, nés sur la vague de la révolution sous l'initiative des masses... Le chroniqueur du « Figaro Littéraire » lui-même note : « On est d'abord un peu étonné et déçu qu'après avoir strictement défini les caractères et les limites du socialisme libertaire, Daniel Guérin semble mettre tous ses espoirs dans l'autogestion telle qu'elle se pratique en Yougoslavie et en Algérie. »

Tout simplement, en petit marquis libertaire, Guérin capitule devant la bourgeoisie ou la bureaucratie : après un long bavardage sur le « socialisme par en bas », il exalte les conseils ouvriers yougoslaves, initiative « par en haut » s'il en fut ; après avoir dénoncé dans la répression de la révolte de Cronstadt — qui fut l'expression la plus tragique en Russie du recul de la révolution européenne — « la préfiguration » de Budapest, il chante Ben Bella (« le président par en bas » peut-être ?) dont il dit ailleurs que la chance de l'Algérie fut de l'avoir trouvé, et une autogestion qui n'est qu'un compromis bâtard et bureaucratique entre les aspirations des paysans et les besoins de la bourgeoisie algérienne. Excroissance pathologique de la petite-bourgeoisie, l'anarchisme n'a comme support aujourd'hui que le pourrissement d'un monde capitaliste sauvé de la révolution par la collaboration des directions ouvrières, à quoi l'anarchisme n'oppose que le signe de croix de ses bons vœux.

J.-L. SIMON.

(1) Gallimard.

(2) L'affirmation que « Cronstadt est la préfiguration de Budapest » est très caractéristique du mode de pensée anarchiste qui analyse les faits de façon purement abstraite, en ignorant leur contenu social : Si Cronstadt est la préfiguration de Budapest, c'est que l'U.R.S.S. de 1921 préfigure l'U.R.S.S. stalinienne, c'est-à-dire que leur contenu social est identique : la bureaucratie n'est donc pas une caste parasitaire, contradictoire de par sa nature avec le système soviétique, produit de la réaction mondiale dans un pays isolé, arriéré et affamé, mais le développement normal de la révolution d'Octobre : c'est exactement ce qu'affirment les idéologues bourgeois. Cette concordance n'est pas le fruit du hasard. Ajoutons que Budapest n'empêche pas Guérin d'écrire dans les « Lettres Françaises », dont le directeur est Louis Aragon, membre du Comité Central du P.C.F., pourfendeur de (flics bien entendu) trotskystes et de contre (bien sûr) révolutionnaires hongrois, déstalinisés de fraîche date mais l'arbitre de toujours : les vieilles lunes du stalinisme ont donc encore du charme, si celles du « socialisme autoritaire » n'en ont plus.

pas la pilule anticonceptionnelle, la minijupe, la télévision en couleurs, l'enseignement audio-visuel ou Mireille Mathieu ? On s'attendrait qu'André Fontaine cherchât à nous montrer en quoi les nouvelles formes de la vie sociale ou les découvertes scientifiques ont modifié les rapports de production et les rapports sociaux ou bien qu'il nous démontrât que ces rapports eux-mêmes sont d'une importance secondaire ? Point. Ce qu'il affirme, c'est un postulat qui va de soi et qui fonde cette conclusion : « Ni le socialisme prétendument scientifique ni le capitalisme prétendument libéral ne fournit de solution toute faite aux problèmes de notre pauvre monde. »

Croyant qu'il suffit de dire pour démontrer, André Fontaine plane au-dessus des systèmes et des idéologies. Son gros volume est une **chronique**, plus diplomatique que politique, et beaucoup plus descriptive qu'analytique, de trente ans de « guerre froide » : malgré tout l'intérêt d'un récit bourré de citations, le premier tome souligne involontairement l'absurdité de la notion de « guerre froide » qui masque les rapports réels entre l'U.R.S.S. stalinienne et l'impérialisme. Cette notion exclut le mouvement ouvrier en réduisant l'histoire des quarante dernières années à l'affrontement entre deux « blocs » ennemis. Au vrai, André Fontaine ne donne guère d'explication, sinon que sous Staline « les impératifs de la sécurité russe étaient restés les mêmes que sous les tsars » (p. 202). Il reste un photographe « objectif » et les événements se succèdent sous les yeux du lecteur en une cavalcade obscure.

Plus grave, il ignore l'histoire du bolchevisme et surtout sa nature. Passons sur l'étonnement du lecteur lorsqu'il voit un chef de service du « Monde » citer par deux fois comme référence et source Victor Alexandrov (page 29, notes 5 et 9), célèbre fumiste, fabricant de révélations et de citations plus fantaisistes les unes que les autres et qui mérite la gloire pour avoir, dans son « Toukhatchevski », raconté les rêves du Maréchal. Passons aussi sur le fait que la plupart des citations de Lénine sont extraites de la « Révolution bolchéviste » du garde-blanc Serge Oldenbourg. Voici plus frappant : « Trotsky, dans l'hiver 1923-1924, éprouve le besoin, par souci d'autojustification et plus simplement par vanité, de réaffirmer, dans une série d'articles consacrés à dénoncer la bureaucratiation croissante du régime, sa fidélité à la thèse de la révolution permanente qu'il avait soutenue, en 1905, alors qu'il était menchévik. » (Page 62.) 1° En 1905, Trotsky n'était plus menchévik mais « hors fractions » et il dénonçait, en 1909 entre autres, les traits antirévolutionnaires du menchévisme. 2° « Cours Nouveau » ne parle pas de la révolution permanente. 3° Pourquoi donc cet essayiste distingué fonde-t-il la « dénonciation de la bureaucratiation croissante du régime » sur « l'autojustification et plus simplement sur la vanité » de Trotsky ? Sans doute parce que la « bureaucratiation » relève des idéologies dépassées et qu'A. Fontaine veut éviter de discuter de la

HISTOIRE DE LA GUERRE FROIDE

(suite)

nature de l'U.R.S.S. qui pourtant devrait être au centre de son essai. En revanche, « l'autojustification » et la « vanité », voilà des explications non idéologiques et pénétrantes de la lutte entre l'opposition de gauche et la direction stalinienne, oh ! pardon, entre deux ambitieux avides de pouvoir, dont le plus habile triomphe ! Ajoutons que, dans la même page, André Fontaine se trompe d'une année sur le déclenchement de la campagne antitrotskyste par la troïka. André Fontaine n'est sans doute pas obligé de connaître et de comprendre l'histoire du bolchevisme et de l'Union Soviétique. Il n'est pas obligé non plus d'écrire sur ce qu'il ne sait que de troisième main.

J.-L. SIMON.

(1) Tome 1, publié par Arthème Fayard.

A lire :

BALASZ NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Edité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F



Numéro spécial de LA VÉRITÉ :

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS

(PRINTEMPS 1963)

Prix : 2 Francs

Passer les commandes

à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)



Le numéro spécial de LA VÉRITÉ :

ACTUALITÉ ET ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS

Prix : 2 Francs

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LA VÉRITÉ : la revue théorique et politique de l'O.C.I.	1
Les trotskystes mèneront campagne Contre le parlementarisme bourgeois, Pour le front unique ouvrier	2-4
La crise permanente du capitalisme français par Stephane Just	5-15
Le fascisme a-t-il un avenir réel aux U.S.A. ? par Tim Wohlforth	15-16
Les leçons de la grève des marins britan- niques de mai-juin 1966 par Michael Nolan	16-19
André Breton ou l'honneur des poètes par Serge Obron	20-22
La Révolution d'Octobre par André Breton	23
Une revue partisane bien courtisane par Claude Carvin	24-25
Notes de lecture par J.-L. Simon	26-28

LA VÉRITÉ

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Chaque numéro : 3 Francs

Abonnements :

Un an (5 numéros) : 12 F - Etranger : 14 F

Abonnements de soutien : 15 et 20 F

C.C.P. : Gérard Bloch - Paris 606-23

